



Etudes sur les conditions de vie
des ménages ruraux (ECVR)

ZONE I

**PROFIL DE LA PAUVRETE RURALE
ET CARACTERISTIQUES
SOCIO-ECONOMIQUES
DES MENAGES RURAUX
DE LA ZONE DE L'EXTREME
NORD-BENIN**

Feurley 1999

République du Bénin

AVANT-PROPOS

Ce document a été rédigé en version préliminaire par Monsieur Yves Ajavon puis finalisé par Messieurs Sylvain Larivière, Frédéric Martin et Ambroise Agbota Consultants PNUD et Raphaël Dansou de la DAPS/MDR sous la supervision de Messieurs Gilbert Aho et Djibrina Barry de l'Unité Economique du PNUD. Le traitement informatique des données a été effectué par Monsieur Félix Sessou Consultant national en Informatique du PNUD.

S'inscrivant dans le cadre des activités de l'observatoire sur les ménages ruraux, le présent document est le fruit des réflexions et concertations régulières et périodiques de nombreux cadres des directions techniques et des directions de la programmation, du suivi et de l'évaluation (DPSE) des six CARDER du Ministère du Développement Rural (MDR), des cadres de la cellule technique de la Dimension Sociale du Développement (DSD) et de l'INSAE du Ministère du Plan et de la Restructuration Economique(MPRE), de la Direction de la Promotion de l'Emploi (DPE), des consultants internationaux et nationaux avec le soutien technique et financier du PNUD et de l'UNICEF.

Ont participé à ces séances de travail, de revue mi-parcours et d'analyse des résultats de chacun des quatre passages :

- Messieurs les auteurs de ce document;*
- Messieurs André Ganmavo, Nazaire Ehoumi, Etienne Akpamoli, Emmanuel Foudah et Sossou Biadja Grégoire de la DAPS/MDR; Messieurs Pierre Basso et Bio Sourokou du CARDER Atacora; Messieurs Claude Adamazè, Toussaint Aghodémakou et Mesdames Omalara Adjadji et Lawani Alice du CARDER Atlantique; Messieurs Antonin Alavo et Bio Tabé du CARDER Borgou; Messieurs Frédéric Biaou et Donatien Zola du CARDER Mono; Messieurs Salomon Jekinnou et Sèidi Sahabi du CARDER Ouémé; Messieurs Bonaventure Kouakanou et Hilaire Kotomalè du CARDER Zou; Messieurs Sylvestre Djogbénou de la DAGRI, Ibouaïma Tiamiyou de la DANA et cyprien Sonon de l'ONASA;*
- Mesdames Eléonore Soglo et Ramatou Osséni, Messieurs Christophe Migan et Isidore Hounghédji de la DPE/MTEAS;*
- Messieurs Martin Gibril, Moussiliou Moustapha, Martin Laourou de l'INSAE; Messieurs Boukary et Ahyi de la DSD/MPRE;*
- Messieurs Karim Andélé, Mohamed Cissé, Andrée Cossi et Souleymane Diallo de l'UNICEF.*

Les auteurs tiennent à remercier Madame Anne Floquet et Messieurs Roch Mongbo, Michel Ahohounkpanzon, Maurice Bankolé et Guillaume Hounsou-vè pour leurs commentaires et apports qui ont permis d'améliorer le contenu du document. Les remerciements vont également vers les nombreux enquêteurs et contrôleurs, le personnel du projet BEN/87/023 "Planification macro-économique, sectorielle et régionale " du PNUD et tous les membres des nombreux ménages ruraux qui se sont prêtés à l'investigation.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	i
INTRODUCTION	1
 I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE	 3
1.1 Délimitations	3
1.2 Caractéristiques démographiques	3
1.3 Caractéristiques agro-écologiques	4
1.4 Infrastructures socio-économiques des villages de la zone	5
1.5 Organisations paysannes	6
 II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE	 8
2.1 Evolution des seuils de pauvreté rurale	8
2.2 Indicateurs de la pauvreté rurale	10
2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base	10
2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire	11
2.2.3. Incidence de la pauvreté globale	12
2.2.4. Ratio de déficit des dépenses	14
2.2.5. Coefficient de contribution	14
2.2.6. Pauvreté conjoncturelle et structurelle	15
 III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX	 16
3.1. Caractéristiques démographiques des ménages ruraux	16
3.2. Emplois des ménages ruraux	17
3.3. Revenus des ménages ruraux par source	20
3.4. Dépenses globales des ménages ruraux	23
3.5. Dépenses alimentaires des ménages ruraux	25
3.6. Dépenses non alimentaires des ménages ruraux	29
3.7. Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux	31
3.7.1. Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans selon la classification de Waterlow	31

3.7.2. Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans	35
3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires	35
3.8. Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux	37
3.9. Patrimoine des ménages ruraux	41
IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES	44
4.1 Difficultés des chefs de ménages hommes et des femmes en milieu rural . . .	44
4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres	46
4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux.	47
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA	53
5.1. L'évolution des prix sur les marchés ruraux	53
5.2. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux	54
5.3. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation non-alimentaire des ménages ruraux	54
5.4. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production vivrière des ménages ruraux	55
5.5. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la production des cultures de rente des ménages ruraux	56
5.6. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux	56
5.7. Impact de la dévaluation du F.CFA sur les activités de commerce des ménages ruraux	57
5.8. Impact de la dévaluation du F.CFA sur la solidarité communautaire des ménages ruraux	57

VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE	58
6.1. Principes directeurs	58
6.2. Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux	58
6.3. Deuxième domaine d'intervention: l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	63
6.4. Troisième domaine d'intervention: Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale	66
6.5. Quatrième domaine d'intervention: la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	68

LISTE DES TABLEAUX

	Pages
Tableau 1.1 Nombre de ménages et population par sexe selon la sous-préfecture de la zone de l'extrême nord-Bénin	3
Tableau 1.2 Répartition des principales cultures et rendement de la zone de l'extrême nord-Bénin	5
Tableau 1.3a Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de l'extrême nord-Bénin	6
Tableau 1.3b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de l'extrême nord-Bénin	6
Tableau 1.4 Organisations paysannes de la zone de l'extrême nord-Bénin	7
Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	8
Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire	11
Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale	12
Tableau 2.4 Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG	13
Tableau 2.5 Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone à la pauvreté rurale nationale	14
Tableau 2.6 Montant des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone de l'extrême nord-Bénin par passage	14
Tableau 2.7 Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone de l'extrême nord-Bénin	14
Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin	15
Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin	16
Tableau 3.2 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	16
Tableau 3.3 Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	17

Tableau 3.4	Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	17
Tableau 3.5	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage de la zone de l'extrême nord-Bénin	20
Tableau 3.6	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage non pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	20
Tableau 3.7	Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	20
Tableau 3.8	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	24
Tableau 3.9	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	24
Tableau 3.10	Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	24
Tableau 3.11	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	25
Tableau 3.12	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	26
Tableau 3.13	Composition de dépenses alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	26
Tableau 3.14	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	27
Tableau 3.15	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	27
Tableau 3.16	Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	27
Tableau 3.17	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	28
Tableau 3.18	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	28
Tableau 3.19	Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	29

Tableau 3.20	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	30
Tableau 3.21	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	30
Tableau 3.22	Composition des dépenses non alimentaires par membre du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême nord-Bénin	31
Tableau 3.23	Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone de l'extrême nord-Bénin selon la classification de Waterlow	32
Tableau 3.24	Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone de l'extrême nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages	33
Tableau 3.25	Etat nutritionnel des enfants de la zone de l'extrême nord-Bénin selon les catégories socio-économiques	34
Tableau 3.26	Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone de l'extrême nord-Bénin	35
Tableau 3.27	Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone de l'extrême nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages	35
Tableau 3.28	Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants de la zone de l'extrême nord-Bénin au cours des deux derniers passages	36
Tableau 3.29	Recours aux soins de santé des membres de ménages selon les différentes catégories socio-économiques de la zone de l'extrême nord-Bénin	36
Tableau 3.30	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin dans différentes catégories socio-économiques	38
Tableau 3.31	Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin selon le sexe des membres	39
Tableau 3.32	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin selon le sexe de l'enfant	40
Tableau 3.33	Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin selon le sexe de l'enfant	40
Tableau 3.34	Raisons de non scolarisation des enfants des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin selon le sexe	40
Tableau 3.35	Nombre moyen et pourcentage des maisons selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	42
Tableau 3.36	Nombre moyen des installations fixes selon le type et la catégorie socio-économique des ménages	42

Tableau 3.37	Nombre moyen par type d'équipement agricole possédé par le ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	43
Tableau 3.38	Nombre moyen par type d'équipement ménager possédé par le ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	43
Tableau 3.39	Nombre moyen par espèce d'animaux possédé par le ménage rural de la zone de l'extrême nord-Bénin	43
Tableau 4.1	Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes	45
Tableau 4.2	Principales difficultés citées par les femmes	45
Tableau 4.3	Principales difficultés citées par les ménages non pauvres	46
Tableau 4.4	Principales difficultés citées par les ménages pauvres	47
Tableau 4.5	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres	48
Tableau 4.6	Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres	49
Tableau 5.1	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone	54
Tableau 5.2	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone	55
Tableau 5.3	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	55
Tableau 5.4	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures vivrières par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	55
Tableau 5.5	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	56
Tableau 5.6	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la production des cultures de rente par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	56
Tableau 5.7	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	56
Tableau 5.8	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la rentabilité des activités de commerce par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	57

Tableau 5.9	Changements induits par la dévaluation du F.CFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	57
-------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

Graphique 2.1	Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non alimentaire au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin	9
Graphique 2.2	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales par trimestre dans la zone de l'extrême nord-Bénin	12
Graphique 2.3	Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales par trimestre dans la zone de l'extrême nord-Bénin	13
Graphique 3.1	Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin selon les différentes activités	18
Graphique 3.2	Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin selon les catégories socio-économiques	19
Graphique 3.3	Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin	21
Graphique 3.4	Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin	21
Graphique 3.5	Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	22
Graphique 3.6	Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	23
Graphique 3.7	Evolution des dépenses de consommation alimentaires et non alimentaires des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	24
Graphique 3.8	Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	25
Graphique 3.9	Structure des dépenses de consommation non alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin	30
Graphique 3.10	Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin	32
Graphique 3.11	Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin	33

Graphique 3.12 Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin	37
Graphique 3.13 Répartition des membres des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin selon leur niveau d'éducation	37
Graphique 3.14 Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin selon le sexe	38
Graphique 3.15 Taux de scolarisation des enfants de la zone de l'extrême nord-Bénin selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux	39
Graphique 3.16 Raisons de non scolarisation des enfants de la zone de l'extrême nord-Bénin	41
Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone de l'extrême nord-Bénin	53
Figure 6.1 Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale	59
Figure 6.2 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux	63
Figure 6.3 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux	65
Figure 6.4 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale	67
Figure 6.5 Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural	68

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

APV:	Agent Polyvalent de vulgarisation (ex AVA: Agent de Vulgarisation Agricole)
CARDER:	Centre d'Action Régionale pour le Développement Rural
CCS:	Centre Communal de Santé
CLCAM:	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuelle
DANA:	Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée
DSA:	Dimensions Sociales de l'Ajustement
DTC3:	Troisième dose du vaccin contre la Diphtérie, le Tétanos et la Coqueluche
EBC:	Enquête Budget Consommation
ECVR:	Enquête sur les Conditions de Vie des ménages Ruraux
EPPR:	Etude sur les Perceptions de la Pauvreté en milieu Rural
FAO:	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
IEC:	Information, Education et Communication
INSAE:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
MDR:	Ministère du Développement Rural
ONG:	Organisation Non Gouvernementale
PAM:	Programme Alimentaire Mondial
PDRI:	Projet de Développement Rural Intégré
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPSA:	Projet Pilote de Sécurité Alimentaire
SIBC:	Système d'Information à Base Communautaire
SNV:	Service Néerlandais des Volontaires
SPA:	Seuil de Pauvreté Alimentaire
SPG:	Seuil de Pauvreté Global
SPNA:	Seuil de Pauvreté Non Alimentaire

TRO:	Thérapie de Réhydratation Orale
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UVS:	Unité Villageoise de Santé
VAR:	Vaccin Anti Rougeoleux

ZONE EXTREME NORD-BENIN

BURKINA FASO

N I G E R



Karimama

Malanville


NATITINGOU

PARAKOU

N I G E R I A

T O G O

LEGENDE

- ++++ Limite d'Etat
- ~~~~~ Limite de Département
- ~~~~~ Limite de Sous-Préfecture
- o Chef-Lieu de Département
- Chef-Lieu de Sous-Préfecture
-  Zone Indiquée

ECHELLE

0 25 50Km

LOKOSSA

ABOMEY

COTONOU

PORTO-NOVO

Océan Atlantique

INTRODUCTION

En parallèle à la mise en oeuvre des programmes d'ajustement structurel, le gouvernement béninois et les agences d'aide ont accordé une attention particulière à la lutte contre la pauvreté. L'approche Dimensions Sociales de l'Ajustement (DSA) a été initiée conjointement en 1988 par la Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Africaine de Développement avec le soutien de nombreux organismes bilatéraux de coopération.

Un des problèmes auxquels ils font face pour définir leurs interventions est le manque de connaissances sur les conditions de vie en milieu rural. La Banque mondiale a publié un rapport sur la pauvreté en 1994 qui constitue une très bonne étude documentaire basée sur les données existantes complétées par une enquête qualitative. La seule enquête en profondeur sur les conditions de vie est l'enquête budget-consommation (EBC) menée par l'Institut National de la Statistique de l'Analyse Economique en 1986/87, ce qui fait déjà dix (10) ans. Il y avait donc un besoin pour une enquête nationale actuelle sur les conditions de vie en milieu rural et la pauvreté rurale, d'autant plus que la dévaluation du F.CFA de janvier 1994 a certainement modifié les conditions de vie des ménages.

Le PNUD et le Ministère du Développement Rural (MDR) dans le cadre de la mise en place d'un **observatoire sur les ménages ruraux** ont d'abord réalisé une étude qualitative sur les perceptions des dimensions de la pauvreté, du bien-être et de la richesse en milieu rural (EPPR) en 1993/94 afin d'orienter l'étude sur les conditions de vie en milieu rural (ECVR) menée en 1994/95 avec la collaboration de l'UNICEF en ce qui concerne les volets nutritionnel et sanitaire.

Les **objectifs** de l'étude sur les conditions de vie en milieu rural étaient les suivants:

- 1) fournir une vision actuelle des conditions de vie en milieu rural dans tout le pays;
- 2) établir un profil de la pauvreté en milieu rural;
- 3) proposer des mesures d'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Ces objectifs devaient être atteints avec un minimum d'argent et de temps. On a donc privilégié des enquêtes les plus légères possibles tout en respectant les procédures statistiques habituelles. L'ECVR a suivi le zonage agro-écologique du MDR pour tenir compte de la diversité des situations des ménages ruraux et mener des analyses sur des ensembles géographiques relativement homogènes.

Ce document présente la synthèse des résultats de l'étude sur les conditions de vie des ménages ruraux dans la **ZONE DE L'EXTREME NORD-BENIN**. Le document est divisé en six grandes parties.

La première partie fait une présentation générale des caractéristiques démographiques, agro-écologiques et des infrastructures socio-sanitaires de la zone.

La deuxième partie analyse l'incidence et la profondeur de la pauvreté en milieu rural. Elle présente l'évolution des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire au cours de l'année et analyse l'impact des changements saisonniers de prix sur la prévalence de la pauvreté dans la zone.

La troisième partie est la plus substantielle dans la mesure où elle présente les caractéristiques socio-économiques des ménages ruraux. Une analyse détaillée par catégorie de ménages pauvres et non-pauvres est présentée comparant les caractéristiques démographiques, le temps de travail par type d'activité économique, les sources et le niveau des revenus, le niveau et la structure des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire par type de produit, l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans, le degré d'utilisation des services socio-sanitaires, le niveau d'éducation, la fréquentation scolaire et le patrimoine des ménages.

La quatrième partie du rapport présente une analyse des principaux problèmes rencontrés par les ménages ruraux dans l'exercice de leurs activités économiques. Elle compare les ménages appartenant à différentes catégories socio-économiques (Chef de ménage homme, femme, pauvre et non pauvre). L'analyse identifie les principales causes de ces difficultés et les solutions qu'ont adoptées les ménages pour remédier à ces problèmes.

La cinquième partie aborde les impacts spécifiques de la dévaluation du FCFA sur le comportement des ménages ruraux et analyse les effets de cette mesure sur leurs activités économiques et la solidarité communautaire.

La dernière partie du rapport formule des orientations pour l'amélioration des conditions de vie et la lutte contre la pauvreté rurale dans la zone. Cette partie discute dans un premier temps des principes directeurs qui doivent sous-tendre les actions pour qu'elles soient efficaces et durables. Les autres sections sont consacrées aux divers domaines d'interventions qui pourraient améliorer les conditions de vie des ménages ruraux tout en mettant l'accent sur les actions spécifiques à mener en direction des ménages défavorisés.

Un document synthèse a également été rédigé au niveau national. Il complète celui-ci dans la mesure où il permet de comparer les zones les unes par rapport aux autres.

La méthodologie détaillée de l'étude et de l'analyse des données fait l'objet d'un document séparé. On y retrouve tous les éléments concernant les questionnaires d'enquête, la méthode ayant permis le calcul des seuils de pauvreté de même que le plan d'analyse détaillé des données des enquêtes ménages et prix.

I. DESCRIPTION ET CARACTERISTIQUES DE LA ZONE

1.1. Délimitations

La zone 1 souvent appelée bassin du Niger est désignée sous le nom de "*Zone de l'Extrême Nord-Bénin*". Elle regroupe les sous-préfectures de Karimama et de Malanville dans le département du Borgou (voir carte de la page suivante). D'une superficie totale de 9057 km² environ, l'extrême Nord-Bénin est la principale zone de production de l'oignon au Bénin.

La zone occupe la partie extrême Nord du département du Borgou. Située en bordure du fleuve Niger entre les parallèles 11°30 à 12°30 de latitude Nord d'une part, et les méridiens 2°43 et 3°20 de longitude Est d'autre part, elle est limitée :

- Au Nord par la République du Niger
- A l'Ouest par la République du Burkina-Faso
- Au Sud par les sous-préfectures de Kandi, Ségbana et Banikoara
- A l'Est par la République Fédérale du Nigéria.

1.2. Caractéristiques démographiques

Au nombre de 96.458 habitants, la population de l'extrême Nord-Bénin se répartit sur 9057 km² (les superficies occupées par les forêts classées et les zones cynergétiques vides d'hommes sont comprises), donnant une densité de 10,7 hts/km². Il s'agit d'une densité théorique dans la mesure où les populations sont installées en majorité le long du fleuve Niger et de ses affluents.

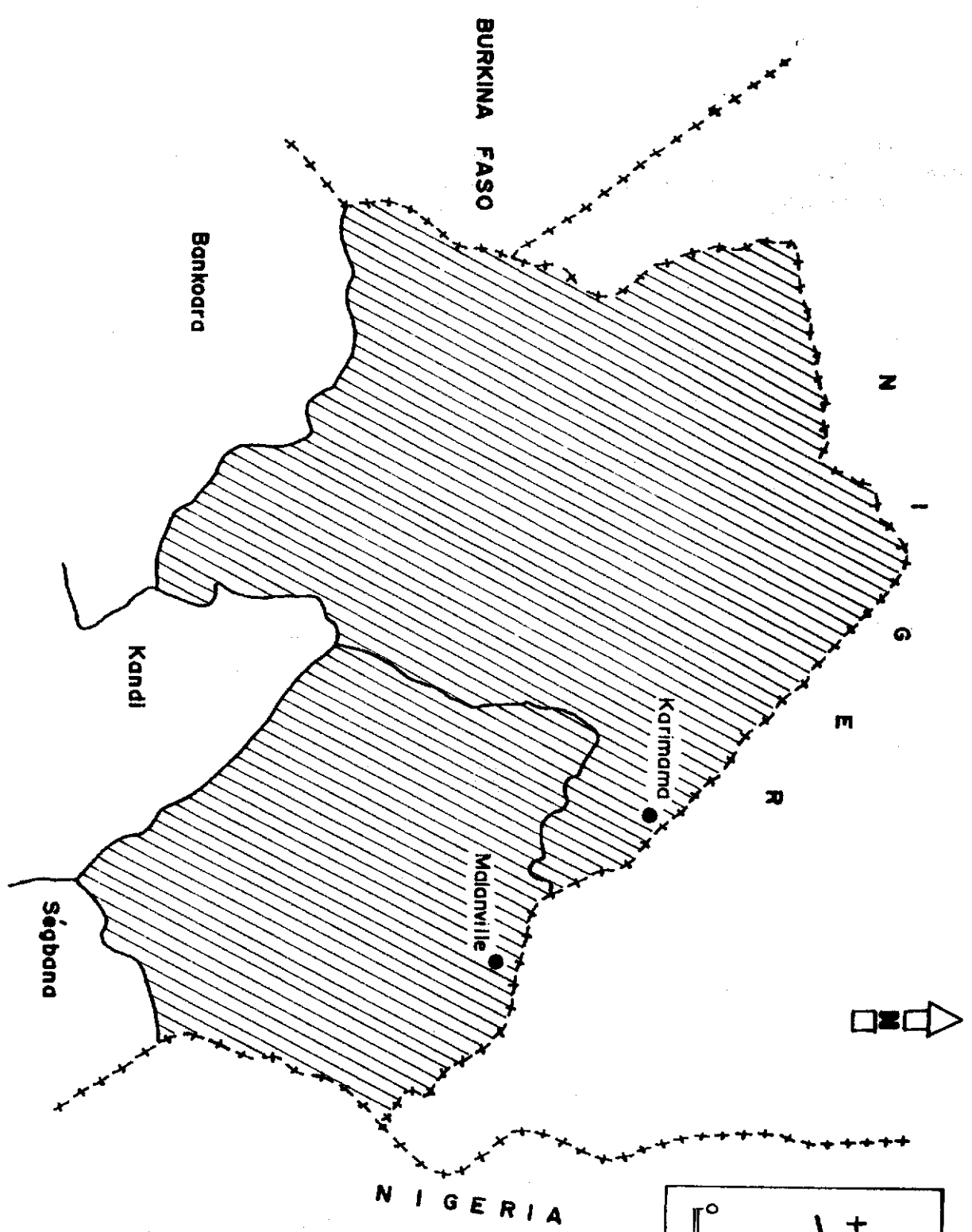
Tableau 1.1: Nombre de ménages et population par sexe selon la sous-préfecture de la zone de l'extrême nord-Bénin

Localités	Tous ménages					Ménages agricoles				
	Nombre de ménages	Population			Taille de ménages	Nombre de ménages	Population			Taille de ménages
		Total	Masculin	Féminin			Total	Masculin	Féminin	
Karimama	3.766	29.071	14.577	14.494	7,7	3.542	28.205	14.182	14.023	8,0
Malanville	9.592	67.387	33.618	33.769	7,0	6.301	50.960	25.683	25.277	8,1
Ensemble zone	13.358	96.458	48.195	48.263	7,3	9.843	79.165	39.865	39.300	8,1

Source : INSAE : RGPH2, Novembre 1994

Les sous-préfectures de la zone de l'extrême nord-Bénin comptent approximativement autant d'hommes que de femmes. Toutefois, la population est inégalement répartie. La sous-préfecture de Karimama a la plus faible densité avec 4,8 hts/km² contre 16,9 hts/km² pour Malanville. A Malanville, la population est concentrée autour du chef lieu et le long du fleuve Niger, ceci à cause de la situation frontalière de la sous-préfecture, du rôle de marché international que joue la ville et des possibilités de cultures maraîchères et rizicoles qu'offre la vallée du fleuve Niger.

ZONE EXTREME NORD-BENIN



LEGENDE

++ Limite d'Etat

— Limite de Sous-Prefecture

● Chef-Lieu de Sous-Prefecture

ECHELLE

0 25 50km

1.3. Caractéristiques agro-écologiques

L'extrême Nord-Bénin se caractérise par un climat soudano-sahélien à une saison de pluie (5 mois environ) et une saison sèche. Le nombre de jours de pluie varie entre 26 et 92 jours suivant les années avec des précipitations moyennes comprises entre 700 et 900 mm. Le taux d'humidité est relativement faible et varie entre 35 % et 70 %. Les vents y sont parfois violents dont le plus dominant est l'harmattan qui souffle du Nord-Est au Sud-Ouest au cours de la période allant de Novembre à Avril. La durée de l'insolation est inférieure à huit (8) heures. Les écarts thermiques sont souvent importants variant entre 15° et 45°C. Les minima sont enregistrés en Janvier et les maxima de Mars à Avril.

Dans l'extrême Nord-Bénin, on rencontre deux types de végétation :

- une savane arbustive clairsemée, dominée par des épineux dont *l'Acacia seyal* et *l'Acacia siebenona*. On y rencontre aussi des arbres d'intérêt socio-économique comme *Parkia biglobosa* (néré), *Butyrospermum paradoxa* (karité) et *Adansonia digitata* (baobab) qui sont protégés par la population et l'administration forestière. Chaque année, la végétation est victime des feux de brousse accentuant son état de dégradation très avancé.
- des galeries forestières rencontrées le long des cours d'eau de la Sota, de l'Alibori et du Mékrou qui traversent cette zone. Ces galeries sont peuplées d'essences ripicoles telles *Khaya senegalensis* (caïlcédrat), le *Khaya grandifolia* (faux acajou), *Azelia africana* (lingué). Ces essences sont très appréciées par les animaux en saison sèche. Le faible taux de couverture végétale expose la zone à l'érosion.

La zone présente une série de plateaux couronnés de buttes cuirassées qui descendent vers le fleuve Niger. On y distingue deux sous-zones :

- la vallée du fleuve Niger qui part de Guéné jusqu'au lit du fleuve Niger. C'est une plaine mineure inondable, étranglée ça et là par des roches. Elle comporte des sols alluviaux sablo-limoneux, boueux en saison pluvieuse, parfois concrétionnés sur les hautes terrasses et couverts d'une savane herbeuse à épines dominée par le rônier et le baobab;
- le plateau Nord-Est de Kandi est modelé dans une série sédimentaire gréseuse du crétacé. Il est couvert par une savane boisée qui fait progressivement place à une savane arborée et aux champs.

Les cours d'eaux rencontrés dans la zone, Alibori (338 km), Mékrou (410 km) et Sota (250 km) sont tous des affluents du fleuve Niger qui sert de frontière sur 120 km entre le Bénin et la République du Niger.

Les sols dominants sont les sols ferrugineux sur socle cristallin et les sols alluviaux très fertiles de la vallée du Niger. Les sols argileux, limoneux noirs des bas-fonds et des marécages de Karimama et de Malanville sont très fertiles et se prêtent à la riziculture et aux cultures maraîchères (piment, tomate et pomme de terre).

Sur le plan de la production agricole, on constate que le système cultural est encore dominé par la pratique de la culture itinérante sur brûlis. Par rapport aux emblavures les principales cultures sont le mil, le sorgho et le niébé et les cultures secondaires le coton, le maïs, le riz, l'oignon, la pomme de terre et les cultures maraîchères le long du fleuve Niger.

Il faut signaler le développement des cultures de contre saison qui procurent un revenu important aux producteurs et qui caractérisent la zone. Les principales cultures pratiquées dans la zone sont réparties comme l'indique le tableau n° 1.2.

Tableau 1.2 : Répartition des principales cultures et rendement de la zone de l'extrême nord-Bénin

Cultures	Superficie cultivée en %	Rendements moyens obtenus
Mil	35 à 40	300 à 400 kg/ha selon culture pure ou associée
Sorgho	25 à 40	400 à 500 kg/ha selon culture pure ou associée
Arachide	6 à 15	750 à 900 kg/ha
Niébé	5 à 10	800 à 1200 kg/ha
Mais	6 à 8	700 à 800 kg/ha selon culture pure ou associée
Coton	2 à 5	800 à 1.000 kg/ha

Source : PNUD-MDR, ESA 1992-1993-1994

Dans le domaine de l'élevage, le système est encore traditionnel; il est surtout axé sur les bovins et ovins. L'élevage est fortement perturbé ces dernières années par la transhumance des éleveurs étrangers ; cette transhumance accentue la problématique de l'équilibre des ressources fourragères et les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

La pêche est aussi pratiquée de manière artisanale sur le fleuve Niger et ses trois affluents par les populations riveraines et des immigrants venus du Niger, du Nigéria et du Burkina-Faso.

1.4. Infrastructures socio-économiques des villages de la zone

Tous les villages enquêtés au niveau de la zone de l'extrême Nord-Bénin ne sont pas accessibles tout le long de l'année. Les périodes de pluies intenses ou de crue isolent temporairement certains villages.

Par camion, on accède à 42 % des villages de façon permanente et à 58 % saisonnièrement. Par barque, 17 % des villages sont accessibles quelle que soit la saison. L'accès aux villages par voie d'eau est très important à souligner car non seulement cela vient pallier une quasi-inexistence de voie terrestre, mais parce qu'il permet aussi de désenclaver les villages riverains du fleuve Niger et de ses affluents.

Dans l'extrême Nord-Bénin , tous les villages enquêtés sont dotés chacun d'une école primaire. Ce qui témoigne d'un taux de couverture satisfaisant. Toutefois, il reste à savoir si ces écoles satisfont au besoin d'instruction des populations surtout que certains villages s'étendent sur plusieurs dizaines de kilomètres regroupant même parfois plusieurs hameaux.

La couverture sanitaire des villages enquêtés en terme de présence d'infrastructures sanitaires est mal assurée. En effet, sur les 12 villages enquêtés, seuls trois (3) disposent de dispensaires et de maternités, soit une maternité ou un dispensaire pour quatre (4) villages. Un seul village a un dépôt pharmaceutique. Pour 58% des villages, on observe un dispensaire et /ou une maternité dans un rayon de 5 km du centre de village. Quant aux cabinets qui devraient suppléer à cette situation, ils sont inexistant dans tous les villages : un seul cabinet pour 12 villages.

L'accès à l'eau potable commence à devenir de plus en plus une réalité dans les villages. En effet, sept (7) fontaines et forages publics et 25 puits fonctionnels ont été recensés au niveau des villages enquêtés. Mais une moyenne d'un (1) forage public et /ou fontaine et deux (2) puits par village est insuffisante si l'on considère la taille des villages. Ceci entraîne une consommation des eaux des ruisseaux, des marigots et des rivières.

Dans les 12 villages enquêtés, seuls trois (3) disposent de banque de céréales. Des efforts restent à fournir surtout que la région est une zone d'insécurité alimentaire à cause du fait que l'agriculture y est fortement tributaire des aléas climatiques et des calamités naturelles (inondation, sécheresse, invasion des sauteriaux).

Cinq marchés et quatre boutiques ont été recensés au niveau des villages. C'est là la preuve que les populations rurales de la zone ont des difficultés à s'approvisionner en biens alimentaires et non alimentaires ou à écouler leurs produits agricoles. Pour vendre ou acheter, le paysan parcourt parfois des dizaines de kilomètres ; le mauvais état des pistes et le manque de moyen de transport constituent des facteurs limitants pour l'agriculture.

Tableau 1.3a: Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de l'extrême nord-Bénin

Infrastructures socio-économiques	Nombre d'infrastructures recensées	Nombre moyen par village
Ecoles primaires	12	1,0
Dispensaires	3	0,3
Maternités	3	0,3
Unités villageoises de santé fonctionnelles	-	-
Cabinets médicaux	0	0,0
Dépôts pharmaceutiques	1	0,1
Fontaines et forages publics fonctionnels	7	0,6
Boutiques	4	0,3
Banques de céréales	3	0,3
Magasins de stockage d'intrants	7	0,6
Marché	5	0,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 1.3b Infrastructures socio-économiques des villages de la zone de l'extrême nord-Bénin

Infrastructures socio-économiques	Nombre de villages concernés	%
Villages ayant un dispensaire dans un rayon de 5 km du village	5	41,7
Villages ayant une maternité dans un rayon de 5 km du village	5	41,7
Villages accessibles par camion en permanence	5	41,7
Villages accessibles par camion de manière saisonnière	7	58,3
Villages non accessibles en camion	0	0,0
Villages accessibles par vélo en permanence	10	83,3
Villages accessibles par vélo de manière saisonnière	2	16,7
Villages non accessibles en vélo	0	0,0
Villages accessibles par barque en permanence	2	16,7
Villages accessibles par barque de manière saisonnière	5	41,7

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

1.5. Organisations paysannes

On note dans les villages enquêtés la coexistence de l'organisation traditionnelle et de l'organisation moderne. L'organisation traditionnelle regroupe les groupes de tontine et les groupements d'entraide mutuelle. On a recensé 33 groupes de tontine, soit 2,8 par village. L'importance de telles organisations au niveau des villages de l'extrême Nord-Bénin démontre la volonté des populations de s'aider pour faire face aux nombreuses difficultés qu'elles rencontrent tant au niveau des travaux champêtres que de celui concernant l'épargne et le crédit.

Quant aux organisations socio-économiques modernes, elles ont été suscitées par le CARDER et concernent les groupements villageois (GV), les groupements à vocation coopérative (GVC), les groupements de femmes (GF) et les groupements de jeunes. Le tableau suivant regroupe les organisations paysannes rencontrées.

Tableau 1.4 Organisations paysannes de la zone de l'extrême nord-Bénin

Type de groupement	Nombre total recensé	Nombre moyen par village
Groupements villageois fonctionnels	10	0,8
Groupements à vocation coopérative fonctionnels	3	0,3
Groupements de jeunes fonctionnels	14	1,2
Groupements de femmes fonctionnels	7	0,6
Groupes de tontines fonctionnels	33	2,8
Groupements d'entraide mutuelle fonctionnels	17	1,4

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Ailleurs, la culture et la vente du coton ont servi de levain aux organisations paysannes. Au niveau de cette zone, c'est surtout la culture et la vente de l'oignon qui ont servi de catalyseur à ces organisations.

Il faut signaler que si la forme traditionnelle de groupement des paysans est fonctionnelle, la forme moderne, en dehors des régions de production d'oignon, est souvent dans un état de léthargie faute de culture de rente à commercialiser.

II. INCIDENCE ET PROFONDEUR DE LA PAUVRETE RURALE

2.1 Evolution des seuils de pauvreté rurale

Pour l'analyse de l'ampleur et de la profondeur de la pauvreté dans la zone, trois seuils ou lignes de pauvreté ont été définis de la manière suivante :

- * **Le seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de la population rurale considérée ;
- * **Le seuil de pauvreté non-alimentaire (SPNA)** fait référence à la dépense minimale nécessaire pour acquérir les biens non-alimentaires et accéder aux services publics essentiels à la population ;
- * **Le seuil de pauvreté global (SPG)** est obtenu simplement en faisant la somme des seuils de pauvreté alimentaire et non-alimentaire (SPA et SPNA).

En raison des différences observées dans les habitudes de consommation alimentaire des populations et dans les niveaux des prix des produits de base, les trois types de seuils de pauvreté ont été calculés pour chacune des zones étudiées. De même, des seuils de pauvreté ont été calculés à chaque passage, soit à chaque trimestre, en raison des variations saisonnières de prix et de l'impact de la dévaluation du F.CFA. Enfin, il est à noter que ces seuils ont été calculés par équivalent adulte et non par individu.

Sur une base annuelle, les seuils de pauvreté alimentaire (SPA) et non-alimentaire (SPNA) ont été estimés respectivement à 37.400 F.CFA et 20.500 F CFA par équivalent-adulte pour donner un seuil de pauvreté globale (SPG) de 57.900 F CFA par équivalent-adulte dans la zone de l'extrême nord-Bénin.

Tableau 2.1 Evolution des seuils de pauvreté (en FCFA) en milieu rural de la zone de l'extrême nord-Bénin

	Mars -Mai 1994	Juin - Août 1994	Sept. - Nov. 1994	Déc. 94 - Fév. 95	Mars 94 - Fév. 95
Seuil de pauvreté alimentaire	39 214	35 035	35 318	39 811	37 345
Seuil de pauvreté non alimentaire	30 811	13 625	14 426	23 381	20 561
Seuil de pauvreté globale	70 005	48 659	49 744	63 191	57 906

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

On observe une différence significative concernant les valeurs du **Seuil de pauvreté alimentaire (SPA)** selon deux périodes de l'année :

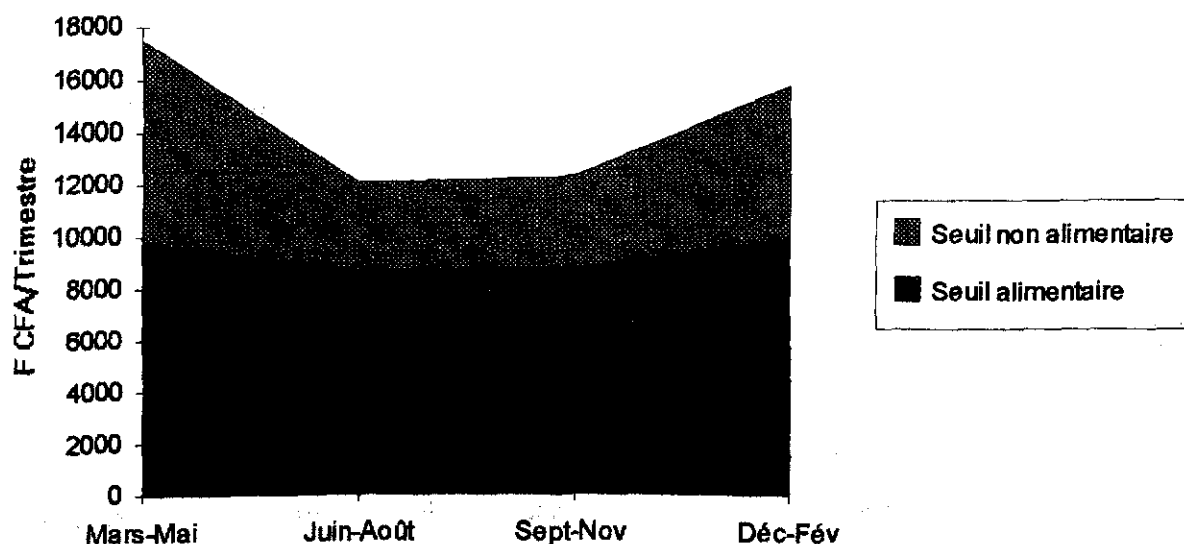
- la première s'étend de Juin à Novembre avec un seuil moyen atteignant 35.100 F.CFA. Entre la grande période de soudure (Juin-Août) et l'apparition des récoltes (Septembre-Novembre), le SPA reste pratiquement stationnaire. Ceci voudrait dire qu'entre la période de soudure et celle des récoltes, le niveau général des prix des produits alimentaires n'a pratiquement pas varié. Ce phénomène s'explique par le fait que le marché de Malanville qui est le marché d'approvisionnement de toute la zone est ravitaillé par la production provenant d'autres régions; ainsi, le niveau des prix des produits n'est souvent pas fonction de l'offre interne de la zone;

- la deuxième qui s'étend de Décembre à Mai englobe la période post-récolte de certains produits et la période de récolte des cultures de contre saison. Le seuil dépasse la moyenne des 39.500 F.CFA (voir graphique 2.1). Il reste ainsi élevé par rapport à la moyenne de la période d'étude qui est d'environ 37.300 F CFA. La hausse du niveau général des prix des produits vivriers en cette période de post-récolte ne peut s'expliquer que d'une part par l'insuffisance de la production locale et d'autre part par l'augmentation de la demande résultant de la disponibilité financière qu'aurait engendré la vente des cultures de contre saison (oignon et pomme de terre).

En ce qui concerne le **Seuil de Pauvreté Non-Alimentaire (SPNA)**, il est aussi bas entre Juin et Novembre avec une valeur qui tourne autour de 14.000 F CFA environ. Entre Décembre - Février il augmente jusqu'à 23.400 F CFA et atteint son niveau le plus élevé entre Mars et Mai (30.800 F CFA environ) (voir graphique 2.1). Cette évolution du seuil de pauvreté non-alimentaire apparaît ainsi liée à la disponibilité financière des ménages. En effet, les revenus substantiels mais saisonniers de la période post-récolte pourraient être à l'origine des niveaux de dépenses élevés observés entre Décembre et Mai. Par ailleurs, les exigences culturelles et cultuelles de la période Décembre-Mai (fête de fin d'année, fête de Ramadan et de Tabaski) pourraient aussi expliquer la hausse constatée au cours de cette période. Il est aussi probable que la dévaluation du franc CFA intervenue en Janvier 1994 a influencé les prix des produits non alimentaires.

Le seuil de pauvreté global (SPG) moyen sur l'année a été estimé à 57.900 F CFA, valeur dont s'écartent les différents seuils trimestriels qui sont les uns nettement inférieurs (Juin-Novembre) et les autres nettement au-dessus (Décembre-Mai).

Graphique 2.1:
Evolution des seuils trimestriels de pauvreté alimentaire et non-alimentaire
au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin



2.2. Indicateurs de la pauvreté rurale

2.2.1. Choix conceptuels et méthodologiques de base

2.2.1.1. Classement des ménages en catégories socio-économiques homogènes

Les ménages ont été classés en groupes socio-économiques homogènes selon un ordre décroissant de dépenses de consommation (incluant l'auto-consommation) en équivalent-adulte, pour un trimestre considéré et pour une année. Trois catégories de ménages ont été définies :

- la première catégorie, les « **non pauvres** » regroupe les ménages qui ont enregistré des dépenses moyennes supérieures à 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la deuxième catégorie les « **vulnérables** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont comprises entre 100 et 150 % du seuil de pauvreté considéré ;
- la troisième catégorie les « **pauvres** » regroupe les ménages dont les dépenses réelles moyennes sont inférieures au seuil de pauvreté considéré.

2.2.1.2. Indicateurs de la pauvreté¹

¹ / Pour tenir compte à la fois de l'incidence de la pauvreté, c'est-à-dire du nombre de pauvres, mais aussi de la profondeur de la pauvreté, et de sa gravité, un indice de pauvreté a été calculé en reprenant la méthodologie proposée par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ("A Class of Decomposable Poverty Measures" *Econometrica*). Cet indice de pauvreté P_α se calcule comme suit :

$$(1) \quad P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z - y_i}{z} \alpha \quad \alpha > 0$$

où z : ligne ou seuil de pauvreté (SPA ou SPG)

y_i : dépense réelle moyenne du membre du ménage i

α : coefficient reflétant différents degrés d'importance accordés à l'égard de la profondeur de la pauvreté

n : population totale (membres de tous les ménages en équivalent-adultes)

q : nombre de pauvres (membres des ménages en équivalent-adultes en dessous du seuil de pauvreté).

Si $\alpha = 0$, on ne se préoccupe que de l'incidence (H) de la pauvreté et pas de sa profondeur. L'indice P_0 est alors égal à la proportion de pauvres dans la population.

$$(2) \quad H = \frac{q}{n}$$

On calcule aussi un coefficient de contribution à la pauvreté nationale. Si la population est divisée en sous-groupes j , la contribution de chaque sous-groupe à la pauvreté nationale est mesurée par le coefficient C_j :

$$C_j = \frac{x_j P_{\alpha j}}{P_\alpha}$$

où x_j : proportion du sous-groupe j dans la population totale

$P_{\alpha j}$: indice de pauvreté du sous-groupe j

P_α : indice national de pauvreté

- **L'incidence de la pauvreté alimentaire**, c'est à dire le pourcentage de la population rurale en dessous du seuil de pauvreté alimentaire. Elle est la proportion de la population rurale qui n'arrive même pas à subvenir à ses besoins alimentaires. Il s'agit donc là d'un indicateur de pauvreté extrême.
- **L'incidence de la pauvreté globale**, c'est le pourcentage de la population rurale qui n'arrive pas à subvenir à ses besoins de base alimentaires et non-alimentaires;
- **Le ratio du déficit de dépenses**, soit le quotient de l'écart entre les dépenses moyennes des pauvres et le seuil de pauvreté sur le seuil de pauvreté en question. C'est donc un indicateur de la profondeur de la pauvreté;
- **Un coefficient de contribution de chaque zone agro-écologique à la pauvreté rurale nationale**. Ce coefficient est calculé pour une zone donnée en multipliant la part de cette zone dans la population totale par le ratio de l'incidence de pauvreté dans la zone sur l'incidence nationale de pauvreté;
- **Le montant total des ressources nécessaires pour éliminer la pauvreté rurale** si le ciblage sur les pauvres était parfait. Ce montant est calculé en multipliant l'écart entre le revenu moyen des pauvres et le seuil de pauvreté par le nombre de pauvres.

2.2.2. Incidence de la pauvreté alimentaire

Selon les données moyennes annuelles, l'étude révèle que dans la zone de l'extrême nord-Bénin, plus d'un ménage sur dix (14%) se trouve en dessous du seuil de pauvreté alimentaire (SPA), c'est-à-dire n'a pas satisfait ses besoins alimentaires, contre environ un ménage sur six sur le plan national (16,3 %).

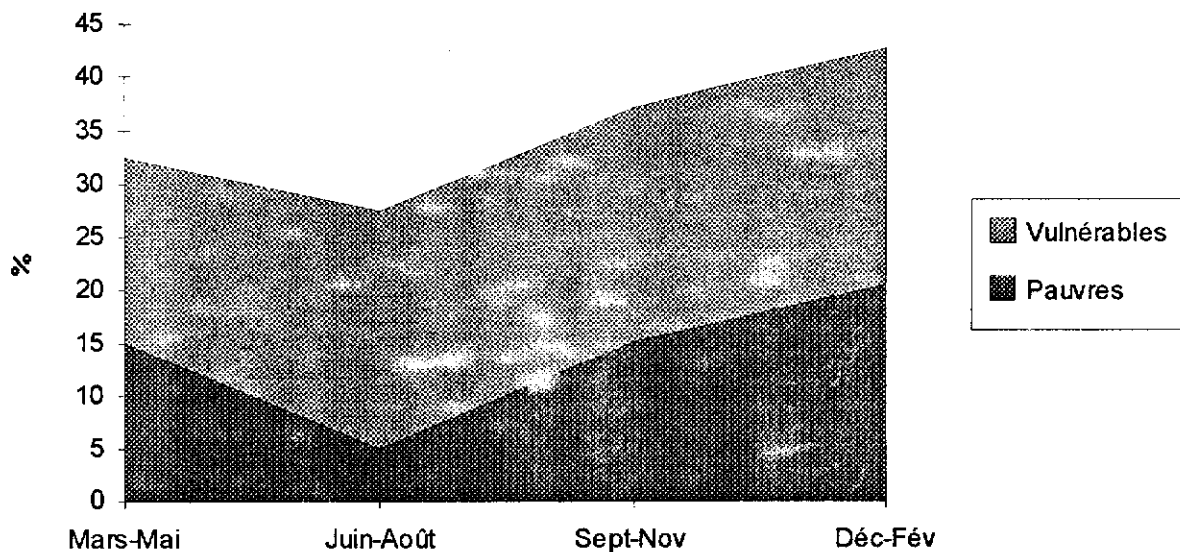
En considérant le SPA, le tableau 2.2 montre que la plus forte incidence de la pauvreté au cours de l'année se manifeste entre Décembre et Février (21%). Cette période correspond à la période post-récolte au cours de laquelle le niveau général des prix est élevé. Ceci limite l'accès financier aux produits vivriers des ménages qui n'ont pas de terres le long des cours d'eau où se pratiquent les cultures de contre saison.

Tableau 2.2 Répartition des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté alimentaire

Catégories	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	67.5	72.5	62.7	57.3	65.0
Vulnérables	17.5	22.5	22.0	22.2	21.1
Pauvres	15.0	5.0	15.2	20.5	13.9
Pays	10.5	18.1	22.9	13.6	16.3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 2.2:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité alimentaires rurales
par trimestre dans la zone de l'extrême nord-Bénin



La plus faible incidence relative de la pauvreté alimentaire (5%) s'observe entre Juin et Août, période au cours de laquelle se fait la récolte du petit mil qui est la base de l'alimentation dans cette zone. Dans ces conditions, beaucoup de ménages arrivent à satisfaire correctement leurs besoins alimentaires d'où la faible incidence de la pauvreté alimentaire en ce moment.

2.2.3 Incidence de la pauvreté globale

Les données du tableau 2.3 mettent en évidence les faits saillants suivants :

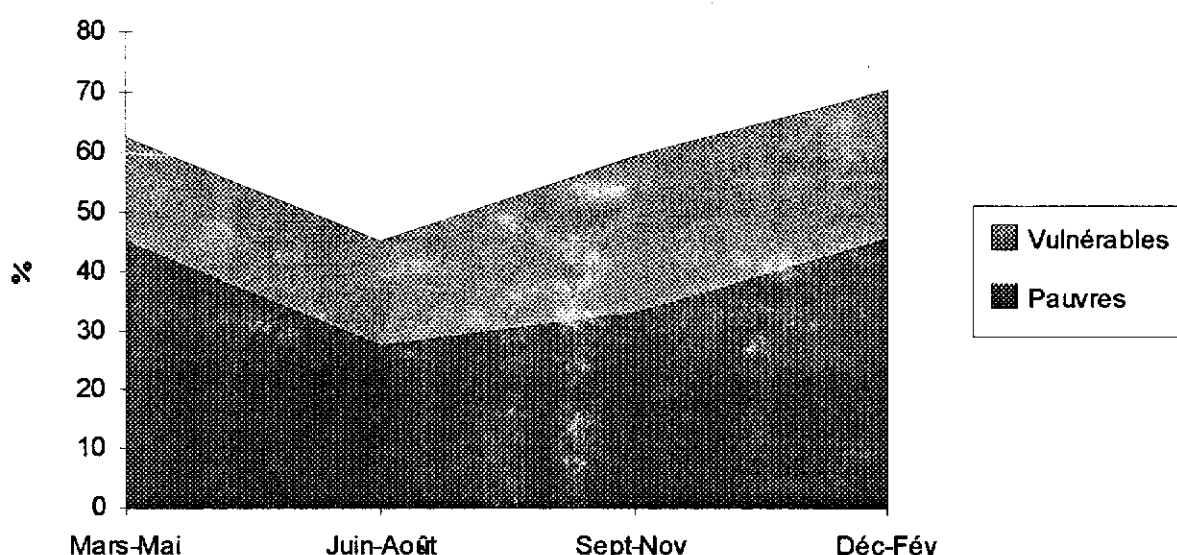
- Près de 38% des ménages ruraux, selon les données annuelles, n'ont pas satisfait leurs besoins tant alimentaires que non alimentaires minima, contre environ un ménage sur trois sur le plan national.
- La situation de la pauvreté est très critique durant six mois sur douze (de Décembre à Mai), avec une incidence de la pauvreté d'environ 45% contre une moyenne de 30% le reste de l'année.
- L'incidence de la pauvreté globale est plus élevée dans la zone entre Décembre et Février au lieu de Septembre-Novembre pour l'ensemble du Bénin.
- Les ménages sont relativement moins pauvres entre Juin-Août (27,5%), où se font les récoltes du petit mil.

Tableau 2.3 Répartition des ménages ruraux de la zone cotonnière du centre-Bénin en catégories socio-économiques selon le seuil de pauvreté globale

Indice Po	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc 94-Fév 95	Moyenne
Non-pauvres	37.5	55.0	40.7	29.9	40.8
Vulnérables	17.5	17.5	26.3	24.8	21.5
Pauvres	45.0	27.5	33.0	45.3	37.7
Pays	25.8	33.6	40.5	31.0	33.3
CO	21.3	26.9	25.0	25.6	24.7

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 2.3:
Evolution de l'incidence de pauvreté et de la vulnérabilité globales rurales
par trimestre dans la zone de l'extrême nord-Bénin



2.2.4 Ratio du déficit des dépenses

On sait déjà qu'un peu moins de 40% des ménages ruraux de la zone se trouvent en dessous du seuil de pauvreté global (SPG).

Les données du tableau 2.4 indiquent l'importance de la profondeur de cette pauvreté. En effet, l'écart moyen entre le SPG et les dépenses totales moyennes réalisées par les pauvres de la zone (au cours de l'année couverte par l'étude) atteint 33 % du seuil de pauvreté global. Cet écart moyen est le plus élevé (42 %) de l'année durant le trimestre Mars-Mai, période au cours de laquelle l'incidence de la pauvreté globale est aussi élevée (45%).

Tableau 2.4 : Evolution du ratio de déficit des dépenses par trimestre selon le SPG (%)

	Mars-Mai 1994	Juin-Août 1994	Sept.-Nov. 1994	Déc. 1994- Fév. 1995	Moyenne
Zone	42,0	23,0	29,0	36,0	33,0
Pays	25,0	34,0	34,0	33,0	31,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.5 Coefficient de contribution

- Pour un poids démographique de 2% de la population totale, la zone contribue à 3% environ à la pauvreté rurale nationale. C'est la zone qui contribue le moins à la pauvreté nationale en raison de la faiblesse de l'effectif de sa population puisque par rapport à l'incidence elle est la deuxième zone la plus atteinte.

Tableau 2.5 : Pauvreté, poids démographique et coefficient annuel moyen de contribution de la zone de l'extrême nord-Bénin à la pauvreté rurale nationale (%)

	% de pauvres selon SPG	Poids démographique	Contribution à la pauvreté nationale
Zone	38,0	2,0	3,0
Pays	33,0	100,0	100,0

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Par rapport au seuil et à l'importance de la pauvreté dans la zone, il faut environ 522 millions de F.CFA par an pour amener les dépenses des ménages pauvres au niveau du seuil de pauvreté global en considérant le coût de vie de la période de l'étude.

Tableau 2.6: Montant des ressources nécessaire pour éliminer la pauvreté rurale dans la zone de l'extrême nord-Bénin par passage (millions de F CFA)

	Mars-Mai 94	Juin-Août 94	Sept-Nov 94	Déc94-Fév95	Montant total
Zone	201	55	84	182	522
Pays	3147	3731	6372	4210	17460

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

2.2.6 Pauvreté structurelle et conjoncturelle

Un ménage souffre d'une pauvreté structurelle s'il est pauvre sur toute l'année ou au cours de trois différents trimestres. Par contre, sa pauvreté serait conjoncturelle s'il n'est pauvre qu'au cours d'un ou deux différents trimestres.

Environ 58% des ménages de la zone 1 sont pauvres à un ou deux passages tandis que 4,1% seulement le sont à trois ou quatre passages. Moins d'un pour cent des ménages sont pauvres durant toute l'année. Ces résultats reflètent **une grande vulnérabilité à la pauvreté conjoncturelle mais une pauvreté structurelle très faible.**

Tableau 2.7 : Répartition des ménages ruraux selon le nombre de passages où ils sont pauvres dans la zone de l'extrême nord-Bénin

	% de ménages ruraux pauvres à				
	Aucun passage	1 passage	2 passages	3 passages	4 passages
Zone	38,3	34,2	23,3	3,3	0,8
Pays	42,4	25,9	19,5	7,8	4,4

Source: PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

III. CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DES MENAGES RURAUX

Cette partie est destinée à caractériser les ménages ruraux et dans certains cas à comparer les ménages pauvres et non pauvres selon différents indicateurs socio-économiques. Il s'agit des caractéristiques démographiques, du nombre d'heures de travail (emploi), des revenus, des dépenses de consommation alimentaire et non alimentaire, de l'état nutritionnel et sanitaire, de l'accès aux soins de santé, du niveau d'éducation, de l'accès à l'éducation et des actifs du patrimoine des ménages. Les calculs sont faits en utilisant le seuil de pauvreté global et sur une base de membre du ménage en équivalent-adulte. Par ailleurs pour la plupart des indicateurs socio-économiques, les tableaux sont élaborés seulement pour les ménages pauvres et non pauvres. Pour ce fait, il faut être prudent dans la comparaison de ces deux types de tableaux avec celui relatif à l'ensemble des ménages.

3.1 Caractéristiques démographiques des ménages ruraux

Les ménages sont en forte majorité agricoles (95%) et ont une taille moyenne de 7 personnes, ce qui est relativement élevé. Les ménages pauvres ont une taille relativement élevée (8 personnes) que chez les ménages non pauvres (6 personnes).

Les ménages sont dirigés par des hommes dans 94% des cas. Ce pourcentage reste pratiquement le même lorsqu'on considère seulement les ménages agricoles (95%).

Le taux de dépendance qui est défini ici comme étant le pourcentage d'enfants de moins de 10 ans dans le ménage est de 39 % dans la zone 1. Les ménages pauvres ont un taux de dépendance supérieur à celui des non pauvres (42% chez les pauvres contre 37% chez les non pauvres). Tout comme au niveau national ce résultat confirme le fait que les ménages pauvres ont une charge beaucoup plus élevée que celle des ménages non pauvres. Le fait que les pauvres aient plus d'enfants que les non pauvres est complexe à analyser. Cependant, quelques raisons peuvent être avancées à savoir : les pauvres pourraient avoir plus besoin de main d'oeuvre agricole familiale, ne pouvant se payer de la main d'oeuvre salariée; les ménages pauvres ayant un taux de mortalité infantile relativement plus élevé auraient plus d'enfants pour s'assurer d'en voir suffisamment atteindre l'âge adulte et prendre soin d'eux lorsqu'ils seront vieux; les pauvres étant moins éduqués seraient moins au courant des techniques de planification des naissances.

Tableau 3.1a Quelques indicateurs démographiques des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin

Indicateurs démographiques	%
Chef de ménage masculin	93,73
Chef de ménage féminin	6,27
Exploitations agricoles dans les ménages	95,02
Chef d'exploitation masculin	95,12
Chef d'exploitation féminin	4,88
Hommes (10 ans et plus) dans le ménage	31,16
Femmes (10 ans et plus) dans le ménage	29,79
Enfants (5 ans et moins) dans le ménage	21,68
Enfants jeunes (2 ans et moins) dans le ménage	11,28

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.1b Indicateurs de dépendance des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin par catégorie socio-économique

Indicateurs de dépendance	Non pauvres	Pauvres	Ensemble des ménages
Taille du ménage	6	8	7
% d'hommes (10 ans et plus) dans le ménage	31,31	30,13	31,16
% de femmes (10 ans et plus) dans le ménage	31,79	28,29	29,79
% d'enfants (moins de 10 ans) dans le ménage	36,90	41,58	39,05

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.2 Emplois des ménages ruraux

La détermination du nombre moyen d'heures de travail par membre du ménage rural en équivalent-adulte est faite par rapport aux activités économiques notamment l'agriculture, les services, la transformation agro-alimentaire, le commerce et les autres activités économiques. Elle ne tient pas compte des tâches domestiques et maternelles des femmes. Le nombre d'heures travaillées a été estimé à environ 25 heures par semaine en moyenne sur toute l'année (voir tableau 3.2). Ramenées sur une base journalière et en faisant l'hypothèse de 6 jours de travail par semaine, cette moyenne équivaut à 4,2 heures de travail par jour. Ce temps de travail en milieu rural de la zone de l'extrême-Nord-Bénin est légèrement inférieur à la moyenne nationale qui est 4,4 heures par jour. Toutefois, lorsqu'on connaît la rigueur du climat de cette zone, on doit reconnaître que 4 heures par jour de travail productif constituent un temps de travail considérable.

Le nombre d'heures de travail dans la zone varie d'une période à l'autre. Ainsi, au premier passage, le nombre moyen d'heures de travail est de 20 heures contre 25 heures au deuxième passage, soit une augmentation de 25 % entre les deux périodes. En Juin-Août, c'est-à-dire au cours de la période de soudure où les travaux de préparation des sols sont réalisés, les ménages ruraux de la zone travaillent plus qu'au trimestre précédent. Au cours de la période de septembre à novembre, les ménages ont tendance à travailler encore plus soit environ 30 heures de travail par semaine. Ici aussi ce sont les activités agricoles qui sont à l'origine de l'augmentation du temps de travail. Le temps qui leur est consacré a plus que doublé entre les deux passages: 8 heures au deuxième passage contre 18 heures au troisième. Cette fois-ci, c'est la mise en place des cultures maraîchères qui occupe les ménages. Le recul des activités agricoles de 2/3 au dernier passage entraîne une baisse du temps d'occupation des ruraux de la zone en cette période. Il faut souligner que ce recul du temps de travail agricole l'a été au profit des prestations de services essentiellement. (voir tableau 3.2).

Tableau 3.2
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours
par membre du ménage rural de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 94		Sept. Nov. 94		Déc. 94-Fév. 95		Moyenne annuelle	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	5,88	29,53	8,42	33,71	17,60	58,58	6,47	25,79	9,59	38,36
Service	1,56	7,84	2,82	11,29	8,46	28,15	12,24	48,75	6,27	25,06
Agro-alimentaire										
Commerce	2,12	10,63	2,29	9,18	,13	,44	1,05	4,18	1,40	5,59
Autre activité	10,36	52,00	11,44	45,82	3,85	12,83	5,34	21,28	7,75	30,99
Total	19,92	100,00	24,98	100,00	30,04	100,00	25,10	100,00	25,01	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.3

Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-Août 94		Sept.Nov.94		Déc. 94-Fév. 95		Moyenne annuelle	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	7,31	27,73	7,77	30,50	22,70	64,27	5,75	19,37	10,88	37,25
Service	2,59	9,81	3,08	12,09	7,82	22,15	16,00	53,86	7,37	25,24
Commerce	4,95	18,78	2,92	11,48	,12	,33	1,42	4,77	2,35	8,05
Autre activité	11,51	43,68	11,69	45,93	4,68	13,25	6,54	22,00	8,61	29,46
Total	26,35	100,00	25,46	100,00	35,33	100,00	29,71	100,00	29,21	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.4

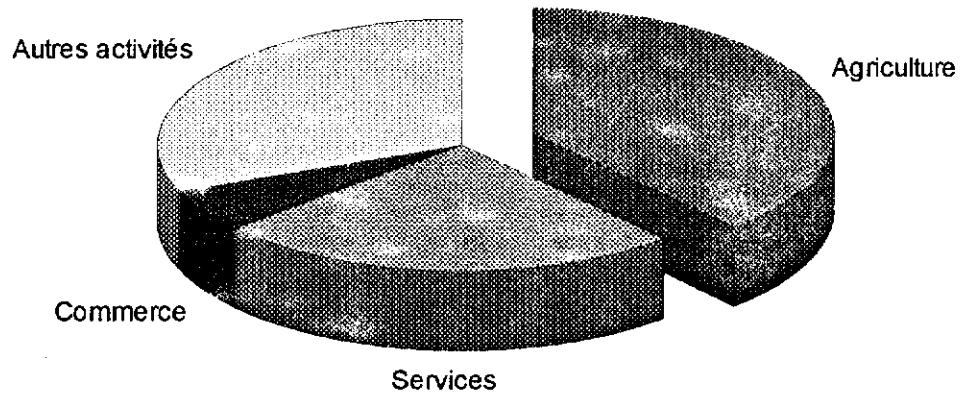
Répartition du nombre moyen d'heures de travail au cours des 7 derniers jours par membre du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Activité	Mars-Mai 1994		Juin-Août 94		Sept.Nov.94		Déc. 94-Fév. 95		Moyenne annuelle	
	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part	Heure	Part
Agriculture	5,15	30,51	20,37	49,20	12,68	47,75	5,47	28,30	10,91	41,93
Service	0,95	5,61	5,45	13,17	10,40	39,15	9,25	47,88	6,51	25,01
Commerce	0,51	3,00	0,62	1,50	0,24	0,89	0,98	5,07	,59	2,25
Autre activité	10,27	60,87	14,96	36,13	3,24	12,21	3,62	18,76	8,02	30,82
Total	16,86	100,00	41,39	100,00	26,56	100,00	19,31	100,00	26,03	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

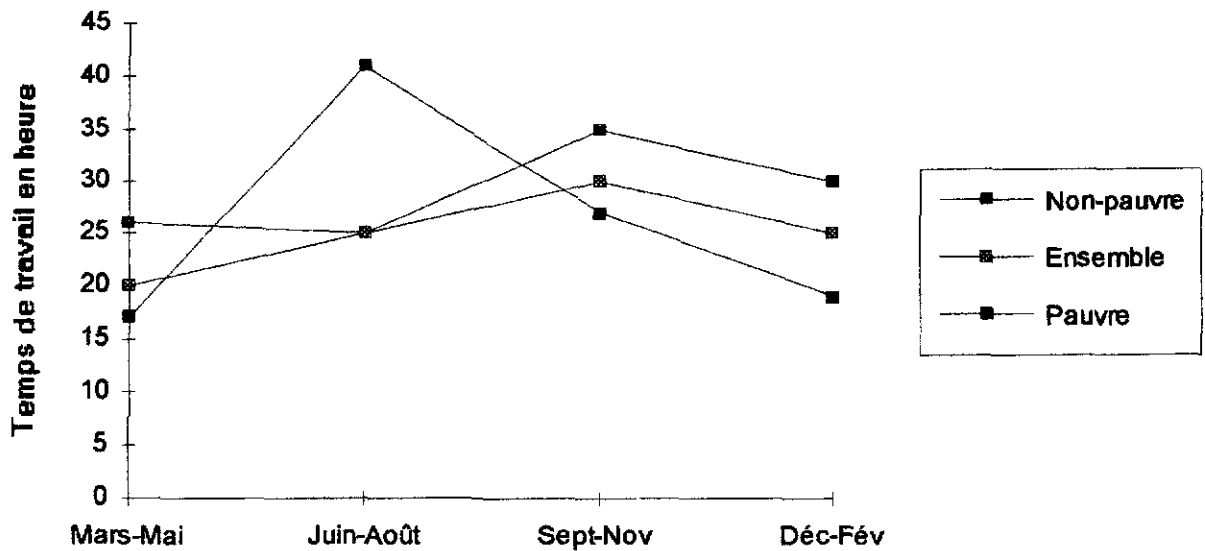
Les principales activités des ménages ruraux de la zone sont l'agriculture (38 % du temps de travail) et la prestation de services (25 % du temps de travail). La transformation agro-alimentaire n'est pas du tout pratiquée dans la zone. L'emploi dans le commerce est très faible (voir tableau 3.2 et graphique 3.1). L'importance du temps passé dans l'agriculture s'entend eu égard au pourcentage de ménages agricoles de la zone. Pour ce qui est de la fourniture des services, son importance peut être liée à la pratique des petits métiers (forge, cordonnerie, etc) dans la zone.

Graphique 3.1:
Répartition du temps moyen de travail des ménages de la zone
de l'extrême nord-Bénin selon les différentes activités



L'évolution du temps de travail au cours de l'année diffère selon que le ménage est pauvre ou non pauvre. Pour les non pauvres, le temps de travail est presque stationnaire entre le premier et le deuxième passages. Il enregistre une hausse de 40 % au troisième passage et baisse de 14 % au dernier passage (voir tableau 3.3 et graphique 3.2). Cette évolution confirme le fait que les ménages non pauvres sont pour la plupart dans les vallées des cours d'eau et par conséquent pratiquent généralement les cultures de bas-fonds entre septembre et novembre. A ce moment, le temps qu'ils consacrent aux activités agricoles triple quasiment, passant de 8 heures par semaine au deuxième passage à près de 23 heures par semaine au troisième passage. Par contre, chez les pauvres, c'est la période allant de juin à août qui est la plus surchargée: 41 heures de travail par semaine, soit environ 7 heures par jour (voir tableau 3.4). En cette période, les ménages pauvres qui sont pour la plupart sur les terres fermes s'attellent à mettre en place les cultures telles que le mil et le sorgho. Ne disposant pas de moyens modernes pour les travaux agricoles, ils sont appelés à rester plus longtemps au champ: 20 heures de travail par semaine uniquement pour l'agriculture. A partir de cette période, le temps de travail décroît jusqu'en décembre-février. En général, la période allant de mars à mai est la période de répit pour tous les ménages. L'autre différence entre les ménages pauvres et non pauvres en termes d'emploi concerne le nombre d'heures de travail au cours de l'année qui est plus élevé chez les non pauvres (29 heures de travail par semaine chez les non pauvres contre 26 heures chez les pauvres) (voir graphique 3.2).

Graphique 3.2:
Evolution du temps moyen de travail par équivalent-adulte des ménages de la zone de l'extrême nord-Bénin selon les catégories socio-économiques



3.3 Revenus des ménages ruraux par source

Les données sur les revenus sont toujours difficiles à obtenir et de fiabilité relative. La tendance habituellement observée est une sous-déclaration des revenus. Il faut donc être prudent dans l'interprétation de ces données. Dans le cadre de la présente étude, l'analyse n'a porté que sur les recettes et revenus bruts c'est à dire les rentrées d'argent ou chiffres d'affaires au niveau des activités commerciales, faute d'informations sur les dépenses d'exploitation.

Le ménage rural moyen de la zone de l'extrême Nord-Bénin a un revenu brut annuel d'environ 207.600 F.CFA. Les activités non-agricoles procurent environ 64 % des revenus contre 35% pour les activités agricoles. Environ 1 % de ces revenus provient des transferts (voir tableau 3.5). Ici, on remarque une prédominance des activités non agricoles. Toutefois, ceci est faible par rapport à la moyenne nationale. L'agriculture dans la zone de l'extrême nord-Bénin comme dans le reste du pays, est une agriculture de subsistance. La grande part de la production vivrière y est auto-consommée. Par ailleurs, la production du coton qui est la seule filière bien organisée comme culture de rente du pays et qui permet aux paysans de disposer de revenu groupé à son achat y est presque inexistante. Les ménages non pauvres tirent un peu plus de revenu des activités non agricoles que les ménages pauvres (66% contre 54%). La situation s'inverse en ce qui concerne l'importance des revenus provenant des activités agricoles: 45% chez les pauvres contre 34% chez les non pauvres (voir tableaux 3.6 et 3.7 et graphiques 3.3 et 3.4).

Tableau 3.5
Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage
de la zone de l'extrême Nord-Bénin (en FCFA)

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	16 562	37,13	7 575	20,70	14 516	31,46	35 003	43,61	73 656	35,48
Activités non agricoles	27 989	62,74	28 126	76,84	31 532	68,33	45 214	56,34	132 861	63,99
dont										
Commerce	19 716	44,19	21 479	58,68	22 308	48,34	33 715	42,01	97 218	46,83
Transformation agro-alimentaire	3 038	6,81	2 661	7,27	3 165	6,86	5 150	6,42	14 014	6,75
Revenus de transfert	60	0,13	902	2,46	100	0,22	38	0,05	1 099	0,53
Revenu total	44 611	100	36 603	100	46 148	100	80 255	100	207 616	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.6
Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage
non pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin (en FCFA)

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars94 -Fév.95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	37 915	48,49	9 074	22,71	23 212	28,64	55 628	32,45	125 829	33,95
Activités non agricoles	40 272	51,51	29 771	74,51	57 604	71,07	115 791	67,55	243 438	65,68
dont										
Commerce	26 675	34,12	21 018	52,60	45 765	56,46	95 361	55,63	188 819	50,95
Transformation agro-alimentaire	6 691	8,56	3 801	9,51	2 609	03,22	10 546	6,15	23 647	6,38
Revenus de transfert	-	-	1 110	2,78	242	00,30	-	-	1 352	0,36
Revenu total	78 187	100	39 956	100	81 058	100	171 419	100	370 619	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

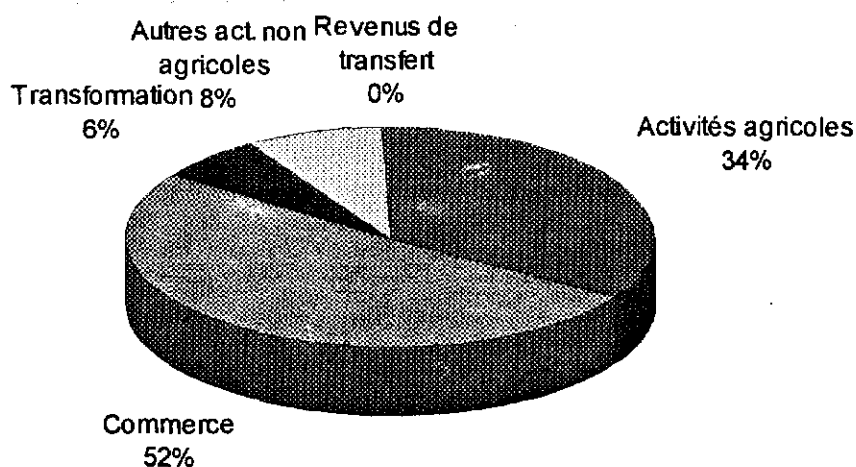
Tableau 3.7
Niveau et sources des revenus trimestriels par membre du ménage
pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin (en FCFA)

Activités	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94 - Fév.95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Activités agricoles	4 380	16,23	6 802	54,98	8 299	38,34	20 897	70,36	40 378	44,52
Activités non agricoles	22 586	83,70	5 571	45,02	13 341	61,44	8 804	29,64	50 303	55,46
dont										
Commerce	19 679	72,93	3 141	25,38	9 454	43,68	2 781	9,36	35 054	38,65
Transformation agro-alimentaire	126	0,47	-	-	923	04,26	1 358	4,57	2 407	2,65
Revenus de transfert	18	0,07	-	-	04	00,02	-	-	22	0,02
Revenu total	26 984	100	12 373	100	21 644	100	29 701	100	90 703	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

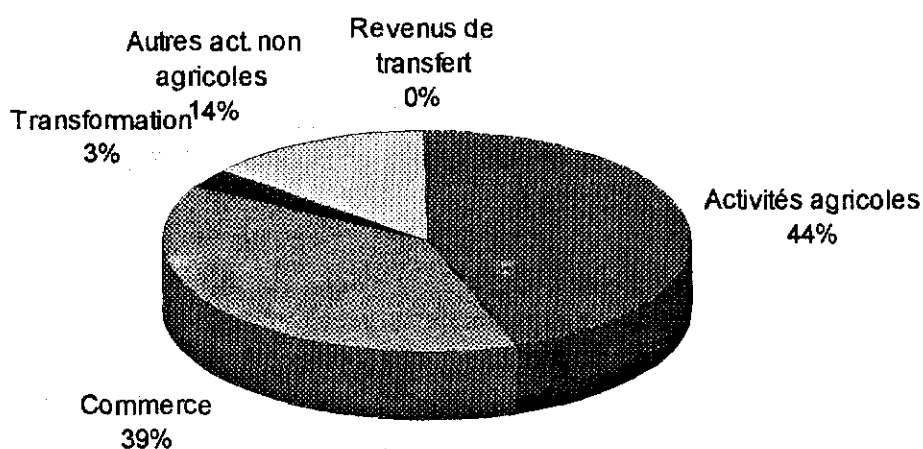
Graphique 3.3:

Source des revenus des ménages ruraux non pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin



Graphique 3.4:

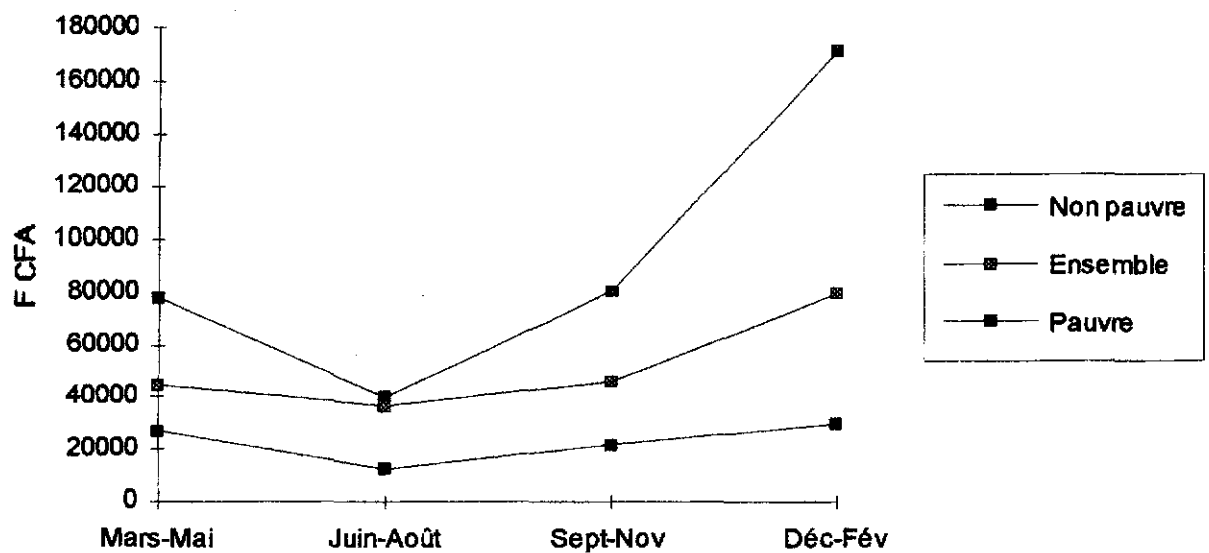
Source des revenus des ménages ruraux pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin



Le niveau des revenus bruts varie d'une période à une autre. Il enregistre son niveau le plus bas au cours de la période de soudure au nord (juin-août), où il accuse une baisse de 18 % par rapport au revenu du premier passage. A partir du troisième passage, le revenu s'accroît progressivement pour atteindre son niveau le plus élevé entre décembre et février (80.200 F CFA) (voir graphique 3.5). Le revenu moyen au quatrième passage est alors 2 fois plus élevé qu'à la période de soudure. La hausse du revenu à cette période s'explique par le fait que c'est en ce moment que les principaux produits sont récoltés notamment la pomme de terre et l'oignon qui sont les cultures de rente de la zone.

Les niveaux des revenus varient beaucoup d'une catégorie socio-économique à une autre. Les ménages non pauvres ont un revenu brut annuel 4 fois plus important que celui des ménages pauvres.

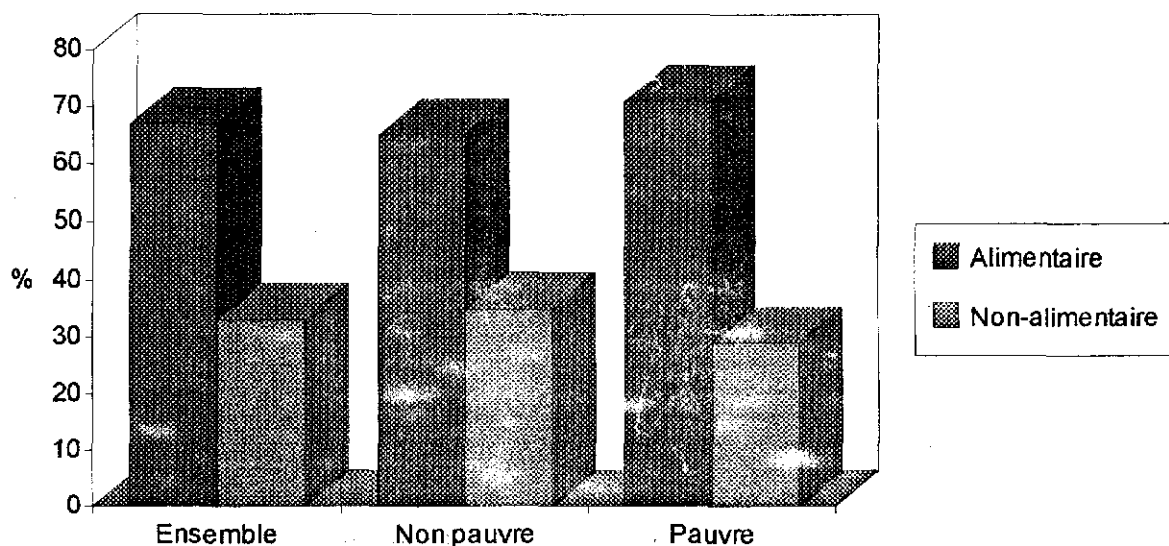
Graphique 3.5:
Evolution du niveau des revenus trimestriels des ménages ruraux
de la zone de l'extrême nord-Bénin



3.4 Dépenses globales des ménages ruraux

Le ménage rural de la zone enregistre en moyenne une dépense globale annuelle de l'ordre de 86.500 F CFA par équivalent-adulte. Les dépenses alimentaires représentent la part la plus importante des dépenses totales (67 %) (voir tableau 3.8). Cette importance du poste des dépenses alimentaires augmente avec le niveau de pauvreté des ménages: les ménages pauvres consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux dépenses alimentaires (71 % pour les ménages pauvres contre 65 % pour les non pauvres) (voir graphique 3.6). Le niveau des dépenses globales varie aussi selon la catégorie socio-économique des ménages. Les ménages non pauvres dépensent 3,8 fois plus que les ménages pauvres (voir tableaux 3.9 et 3.10).

Graphique 3.6:
Structure des dépenses de consommation selon les catégories de ménages
ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin



Le niveau des dépenses globales trimestrielles varie d'une période à une autre. Au cours des périodes de juin-août et de décembre-février, le niveau des dépenses est moins élevé (20.000 F CFA environ). Entre le deuxième et le troisième passages, les dépenses augmentent de la même manière qu'entre décembre-février et mars-mai (voir graphique 3.7). Cette évolution résulte de la conjonction de l'évolution des dépenses des pauvres et des non pauvres qui évoluent différemment. Les ménages non pauvres enregistrent les dépenses de consommation les plus importantes entre mars-mai et septembre-novembre. Entre mars et mai, c'est-à-dire au moment de la commercialisation de la pomme de terre et de l'oignon, les ménages disposent de plus de revenu et par conséquent augmentent leurs dépenses. La situation de septembre-novembre tient certainement aussi à une plus grande disponibilité financière découlant de la cession des bêtes à l'occasion des fêtes religieuses.

Graphique 3.7:
Evolution des dépenses de consommation alimentaire et non-alimentaire
des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

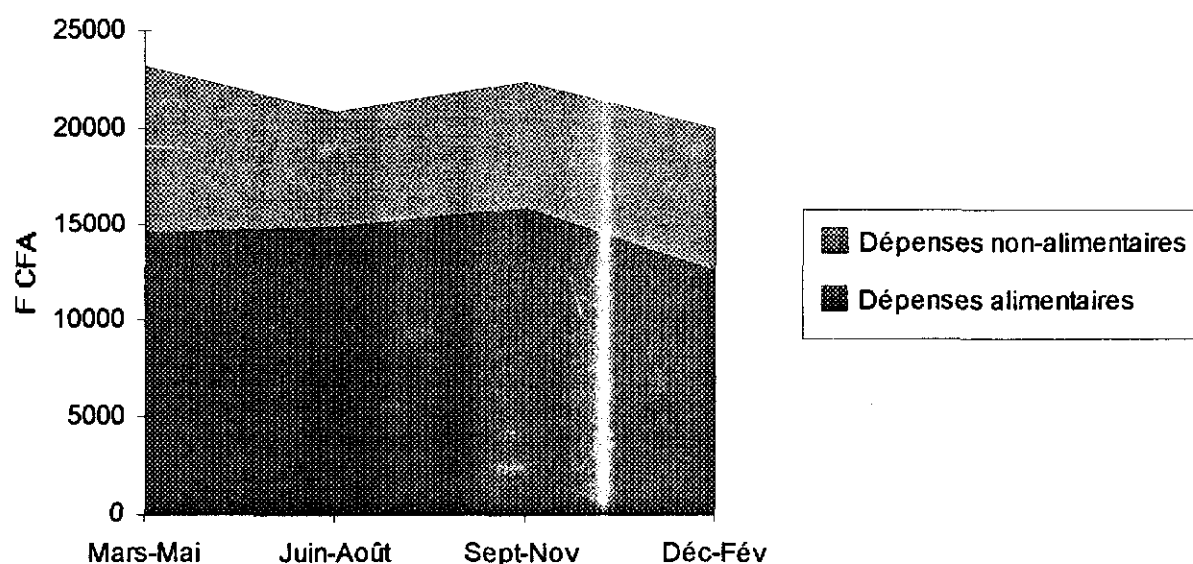


Tableau 3.8
Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural
de la zone de l'extrême Nord-Bénin (exprimées en FCFA)

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc 94-Fév. 95		Mars 94-Fév. 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	14 559	62,79	14 896	71,31	15 894	70,82	12 574	62,76	57 923	66,93
Dépenses non alimentaires	8 628	37,21	5 993	28,69	6 549	29,18	7 461	37,24	28 630	33,07
Dépenses globales	23 187	100	20 889	100	22 443	100	20 035	100	86 553	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.9
Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural
non pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin (exprimées en FCFA)

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	25 933	63,59	17 870	69,33	25 917	67,79	21 903	60,77	91 623	65,06
Dépenses non alimentaires	14 847	36,41	7 905	30,67	12 313	32,21	14 137	39,23	49 202	34,94
Dépenses globales	40 780	100	25 775	100	38 230	100	36 041	100	140 825	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.10
Niveau et composition des dépenses globales par membre du ménage rural
pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin (exprimées en FCFA)

Type de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses alimentaires	6 340	62,10	6 118	80,56	7 091	81,03	6 631	65,64	26 180	71,42
Dépenses non alimentaires	3 869	37,90	1 476	19,44	1 660	18,97	3 472	34,36	10 477	28,58
Dépenses globales	10 209	100	7 594	100	8 751	100	10 103	100	36 657	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.5 Dépenses alimentaires des ménages ruraux

Les groupes de produits les plus importants dans les dépenses alimentaires (incluant l'auto-consommation) sont en ordre décroissant, les céréales (52 % des dépenses alimentaires), les produits laitiers/œufs (8 %), les viandes (7 %), les poissons et les huiles et oléagineux (7 %). Les tubercules sont faiblement consommés dans la zone. La présence d'un régime relativement élevé en protéines d'origine animale (viandes et poissons) s'explique par les activités menées dans la zone. La pêche le long des cours d'eau permet de disposer de poissons et l'élevage procure de la viande. Toutefois, eu égard à leur niveau de production animale on devrait s'attendre à une consommation plus importante de viande. Les parts des principaux produits alimentaires consommés varient très peu d'une période à une autre, montrant ainsi la constance des habitudes alimentaires dans la zone (voir tableau 3.11).

Les parts budgétaires de certains groupes de produits varient selon la catégorie socio-économique des ménages. Les parts des viandes et des boissons alcoolisées augmentent avec le niveau de richesse alors que celle des céréales baisse (voir tableaux 3.12 et 3.13 et graphique 3.8).

Graphique 3.8:

Structure des dépenses de consommation alimentaire selon la catégorie socio-économique des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

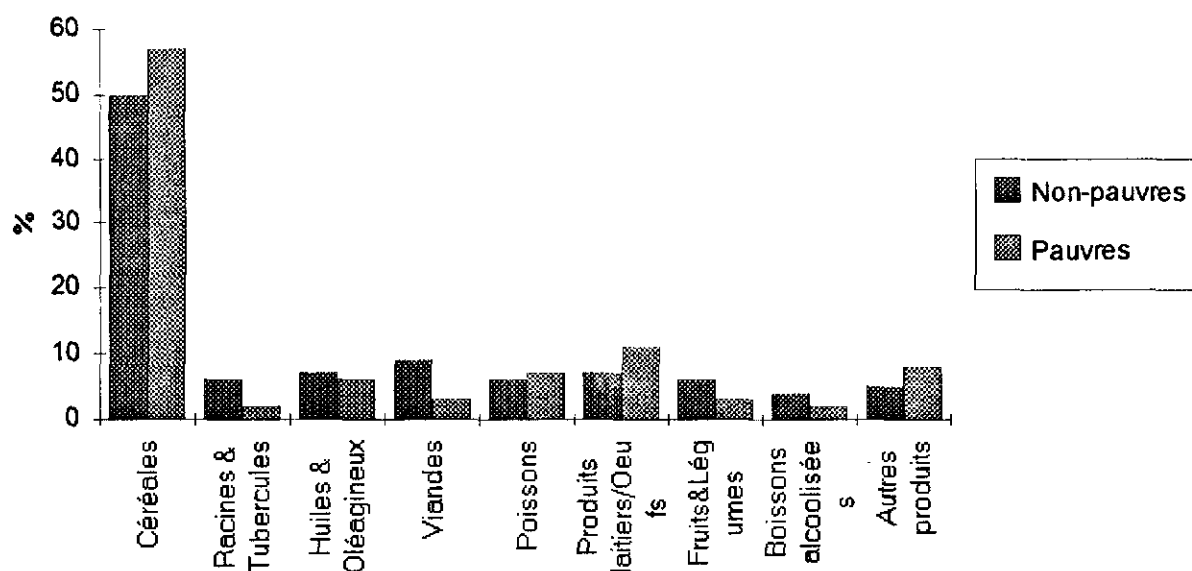


Tableau 3.11
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	7776,93	53,42	7643,72	51,31	8446,05	53,14	6521,27	51,86	30387,97	52,46
Racines et tubercules	761,17	5,23	668,93	4,49	560,91	3,53	524,70	4,17	2515,71	4,34
Huiles et oléagineux	673,72	4,63	1000,88	6,72	1344,92	8,46	849,59	6,76	3869,10	6,68
Viandes	1282,28	8,81	1010,98	6,79	1059,78	6,67	797,63	6,34	4150,67	7,17
Poissons/produits de mer	684,33	4,70	1153,65	7,74	1020,85	6,42	1159,19	9,22	4018,02	6,94
Produits laitiers/œufs	1044,53	7,17	1164,22	7,82	1255,42	7,90	1231,93	9,80	4696,10	8,11
Fruits et légumes	640,77	4,40	813,42	5,46	967,83	6,09	705,07	5,61	3127,09	5,40
Boissons non alcoolisées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Boissons alcoolisées	924,03	6,35	467,97	3,14	462,20	2,91	82,99	0,66	1937,19	3,34
Autres produits	771,67	5,30	972,04	6,53	775,66	4,88	701,32	5,58	3220,69	5,56
Dépenses alimentaires	14559,44	100	14895,80	100	15893,61	100	12573,69	100	57922,54	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.12
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
non pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	12314,15	47,48	8922,20	49,93	13848,49	53,43	10593,31	48,36	45678,15	49,85
Racines et tubercules	2022,80	7,80	951,47	5,32	1042,19	4,02	1163,23	5,31	5179,68	5,65
Huiles et oléagineux	1406,36	5,42	1216,18	6,81	2081,29	8,03	1566,63	7,15	6270,46	6,84
Viandes	3014,94	11,63	1362,26	7,62	2017,90	7,79	1795,86	8,20	8190,95	8,94
Poissons/fruits de mer	910,55	3,51	1391,80	7,79	1420,48	5,48	2143,14	9,78	5868,98	6,40
Produits laitiers/oeufs	1603,76	6,18	1266,58	7,09	1746,10	6,74	1922,34	8,78	6538,79	7,14
Fruits et légumes	1347,92	5,20	1024,63	5,73	1802,95	6,96	1532,20	7,00	5707,70	6,23
Boissons non alcoolisées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Boissons alcoolisées	2068,44	7,98	617,27	3,45	728,42	2,81	190,89	0,87	3605,02	3,93
Autres produits	1244,29	4,80	1117,44	6,25	1228,70	4,74	995,77	4,55	4586,20	5,01
Dépenses alimentaires	25933,21	100	17869,83	100	25916,52	100	21903,37	100	91622,94	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.13
Composition des dépenses alimentaires par membre du ménage rural
pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales	3908,30	61,64	3819,56	62,43	3505,08	49,43	3805,42	57,39	15038,35	57,43
Racines et tubercules	-	-	-	-	203,52	02,87	226,89	3,42	430,40	1,64
Huiles et oléagineux	181,12	2,86	440,45	7,20	720,86	10,17	346,74	5,23	1689,16	6,45
Viandes	282,71	4,46	-	-	300,63	4,24	229,08	3,45	812,42	3,10
Poissons/fruits de mer	389,43	6,14	101,96	1,67	646,20	9,11	697,13	10,51	1834,72	7,01
Produits laitiers/oeufs	665,30	10,49	719,95	11,77	869,00	12,25	707,60	10,67	2961,85	11,31
Fruits et légumes	109,09	1,66	252,83	4,13	204,24	2,88	249,87	3,77	812,08	3,10
Boissons non alcoolisées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Boissons alcoolisées	329,71	5,20	75,58	1,24	189,93	2,68	1,42	0,02	596,64	2,28
Autres produits	478,69	7,55	707,50	11,56	451,71	6,37	366,83	5,53	2004,73	7,66
Dépenses alimentaires	6340,35	100	6117,83	100	7091,16	100	6630,96	100	26180,30	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

A l'intérieur du groupe des céréales, le mil/sorgho domine de loin toutes les autres céréales (59 % des dépenses pour les céréales). Il est complété par le maïs (18 %) et le riz (14 %) dans l'alimentation. Par contre, le blé n'est presque pas du tout consommé en milieu rural de la zone (voir tableau 3.14). Les habitudes de consommation sont les mêmes chez les pauvres et les non pauvres dans ce domaine (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Au niveau des tubercules, c'est l'igname qui constitue l'essentiel de la consommation (85 %). La pomme de terre et le manioc se retrouvent dans la consommation alimentaire des ménages de la zone seulement au cours de quelques mois de l'année (voir tableau 3.14). Les habitudes de consommation d'igname sont presque les mêmes chez les pauvres et les non pauvres. Cependant, on note que les ménages pauvres qui ne consomment presque pas de pomme de terre, accordent un peu plus d'importance à la consommation de l'igname : 94% des dépenses de consommation de tubercules contre 87 % chez les non pauvres (voir tableaux 3.15 et 3.16).

Tableau 3.14
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
de la zone de l'extrême nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	1250,24	16,08	1218,62	15,94	774,79	9,17	903,07	13,85	4146,71	13,65
Maïs	1577,09	20,28	1471,34	19,25	1579,79	18,70	797,26	12,23	5425,48	17,85
Mil/Sorgho	4899,48	63,00	4001,26	52,35	4738,90	56,11	4176,19	64,04	17815,84	58,63
Blé	3,05	0,04	2,74	0,04	-	-	3,72	0,06	9,51	0,03
Autres céréales	47,07	0,61	949,76	12,43	1532,57	16,01	641,03	9,83	2990,43	9,84
Total céréales	7776,93	100	7643,72	100	8445,05	100	6521,27	100	30387,97	100,0
Tubercules										
Manioc	-	-	8,93	1,33	52,39	9,34	4,60	0,88	65,92	2,62
Igname	695,23	91,34	594,84	88,93	420,01	74,88	436,97	83,28	2147,06	85,35
Pommes de terre/patates douces	-	-	-	-	18,26	3,26	35,13	6,69	53,39	2,12
Autres tubercules	65,93	8,66	65,17	9,74	70,25	12,52	48,00	9,15	249,35	9,91
Total tubercules	761,17	100	668,93	100	560,91	100	524,70	100	2515,71	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.15
Dépenses pour les céréales et les tubercules par membre du ménage rural
non pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	2606,25	21,16	1680,63	18,84	1345,99	9,72	2304,66	21,76	7937,52	17,38
Maïs	2968,77	24,11	1839,90	20,62	3145,64	22,71	983,54	9,28	8937,85	19,57
Mil/Sorgho	6635,72	53,89	4357,64	48,84	7084,37	51,16	6202,97	58,56	24280,70	53,16
Blé	8,13	0,07	3,92	0,04	-	-	12,43	0,12	24,48	0,05
Autres céréales	95,29	0,77	1040,12	11,66	2272,48	16,41	1089,71	10,29	4497,60	9,85
Total céréales	12314,15	100	8922,20	100	13848,49	100	10593,31	100	45678,15	100,00
Tubercules										
Manioc	-	-	12,76	1,34	118,38	11,36	-	-	131,13	2,53
Igname	1887,29	93,02	832,76	87,52	794,81	76,26	970,57	83,44	4485,43	86,60
Pommes de terre/patates douces	-	-	-	-	20,31	1,95	89,89	7,73	110,19	2,13
Autres tubercules/plénière	135,51	6,98	106,95	11,14	108,69	10,43	102,77	8,83	452,93	8,74
Total tubercules	2028,80	100	951,47	100	1042,19	100	1163,23	100	5179,68	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.16
Dépenses pour les céréales et pour les tubercules par membre du ménage rural
pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Groupe de produits	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Céréales										
Riz	324,56	8,30	422,16	11,05	234,13	6,68	174,66	4,59	1155,51	7,68
Maïs	749,89	19,19	664,39	17,39	401,89	11,47	399,47	10,50	2215,64	14,73
Mil/Sorgho	2808,66	71,86	2178,75	57,04	2377,06	67,82	2867,13	75,34	10231,60	68,04
Blé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Autres céréales	25,19	0,64	554,26	14,51	491,99	14,04	364,15	9,57	1435,60	9,55
Total céréales	3908,30	100	3819,56	100	3505,08	100	3805,42	100	15038,35	100,0
Tubercules										
Manioc	-	-	-	-	-	-	10,15	4,47	10,15	2,36
Igname	-	-	-	-	198,39	97,48	205,64	90,64	404,03	93,87
Pommes de terre/patates douces	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres tubercules	-	-	-	-	5,13	2,52	11,09	4,89	16,22	3,77
Total tubercules	-	-	-	-	203,52	100	226,89	100	430,40	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Outre les dépenses alimentaires, un autre indicateur de la situation alimentaire des ménages ruraux est le nombre de repas pris par jour. Ce nombre est de 2,7 pour les non pauvres et 2,8 pour les pauvres en milieu rural de la zone. Il ne change pratiquement pas d'une catégorie socio-économique à une autre.

Dans la zone de l'extrême nord-Bénin, les ménages achètent environ 44 % de leur consommation de maïs. Ce pourcentage est plus important au cours de la période mars-mai (68%) et moins important au cours de la période septembre-novembre (18%).

En ce qui concerne l'igname, on constate que la dépendance du marché est totale (100% de la consommation de ce produit sont achetés sur la période de l'étude). Cette situation s'explique par les raisons évoquées plus haut. Le mil/sorgho et le manioc sont, par contre, moins achetés (20% et 30% respectivement).

La part achetée de la consommation de riz est relativement faible par rapport à la situation observée dans d'autres zones agro-écologiques. Cela est lié à l'importance relative de la production locale. (voir tableau 3.17).

Tableau 3.17
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les
membres du ménage rural de la zone de l'extrême-Nord-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	67,8	58,4	17,5	23,7	44,1
Mil/Sorgho	15,5	38,4	11,9	18,0	20,3
Manioc	-	100,0	11,5	100,0	29,6
Igname	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Riz	44,8	15,7	65,6	62,2	44,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.18
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural non pauvre de la zone de l'extrême-Nord-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	68,6	62,8	14,5	9,5	41,9
Mil/Sorgho	24,5	44,2	13,8	12,0	21,7
Manioc	-	100,0	3,7	-	13,0
Igname	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Riz	50,7	14,6	61,1	55,9	46,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.19
Part de la consommation des principaux produits de base achetée par les membres
du ménage rural pauvre de la zone de l'extrême-Nord-Bénin

Produits	Mars-Mai 1994	Juin-août 1994	Sept-Nov 1994	Déc 94-Fév 95	Mars 94-Fév 95
	%	%	%	%	%
Maïs	78,4	100,0	34,7	18,3	66,1
Mil/Sorgho	7,2	53,8	7,3	14,9	19,3
Manioc	-	-	-	100,0	100,0
Igname	-	-	100,0	100,0	100,0
Riz	22,9	27,5	81,3	76,6	44,5

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.6 Dépenses non alimentaires des ménages ruraux

Les postes de dépenses non-alimentaires les plus importants sont dans l'ordre décroissant d'importance : l'habillement (40 % des dépenses non-alimentaires), le logement (38 %), la santé (12 %) et le transport (10 %). L'éducation, les loisirs et les obligations sociales représentent des parts minimales voire nulles des dépenses non-alimentaires (voir tableau 3.20). L'importance de la part des dépenses non alimentaires affectée à l'habillement tire certainement son explication d'une part de l'importance qu'accordent les ruraux de la zone aux fêtes, surtout religieuses, qui nécessitent ces dépenses et d'autre part de la nécessité de se protéger contre le vent de l'harmattan qui est très froid dans la région. Quant aux dépenses relatives au logement, leur importance pourrait s'expliquer par le fait que l'investissement dans ce domaine est devenu un moyen de mettre l'épargne à l'abri des dépenses courantes dans la mesure où il n'existe pas d'autres formes de placement sécurisantes. Le niveau des dépenses de santé est en valeur absolue faible (surtout au niveau des ménages pauvres) et donne une idée sur l'état sanitaire des populations. Elles ne sont tout simplement pas en mesure de se soigner. Quant aux cérémonies réputées ruineuses (obligations sociales), elles ne semblent pas constituer une source importante de dépense contrairement aux appréhensions.

On note des différences dans les habitudes de consommation non-alimentaire des ménages ruraux de la zone selon les périodes. Ainsi, les dépenses de logement sont relativement plus importantes au cours de la période de juin-août, c'est-à-dire tout juste après la récolte de l'oignon et de la pomme de terre. La disponibilité financière découlant de la vente de ces produits est certainement à la base de ces dépenses. Les dépenses faites sur les articles d'habillement sont plus importantes au dernier passage, c'est-à-dire entre décembre et février. Les fêtes de fin d'année et justifient l'importance des dépenses d'habillement en cette période. Pour ce qui est des dépenses de loisirs et celles relatives aux obligations sociales, elles n'interviennent qu'entre juin et août. Comme pour les dépenses de logement, seules les disponibilités financières découlant de la cession des cultures de décrue (pomme de terre et oignon) permettent ces dépenses.

Les parts budgétaires sont presque similaires entre les pauvres et non pauvres. Seule la part budgétaire des dépenses de transport diffère selon qu'on est riche ou pauvre. En effet, au moment où les non pauvres affectent environ 13 % de leurs dépenses non-alimentaires au transport, les pauvres en affectent que 1 %. Cette différence réside dans les types de moyens de transport utilisés. Les non pauvres disposent sans doute des moyens nécessitant l'achat de carburant alors que les pauvres voyagent souvent à vélo ou à pied (voir tableaux 3.21 et 3.22 et graphique 3.9).

Graphique 3.9:
Structure des dépenses de consommation non-alimentaire selon la catégorie
socio-économique des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

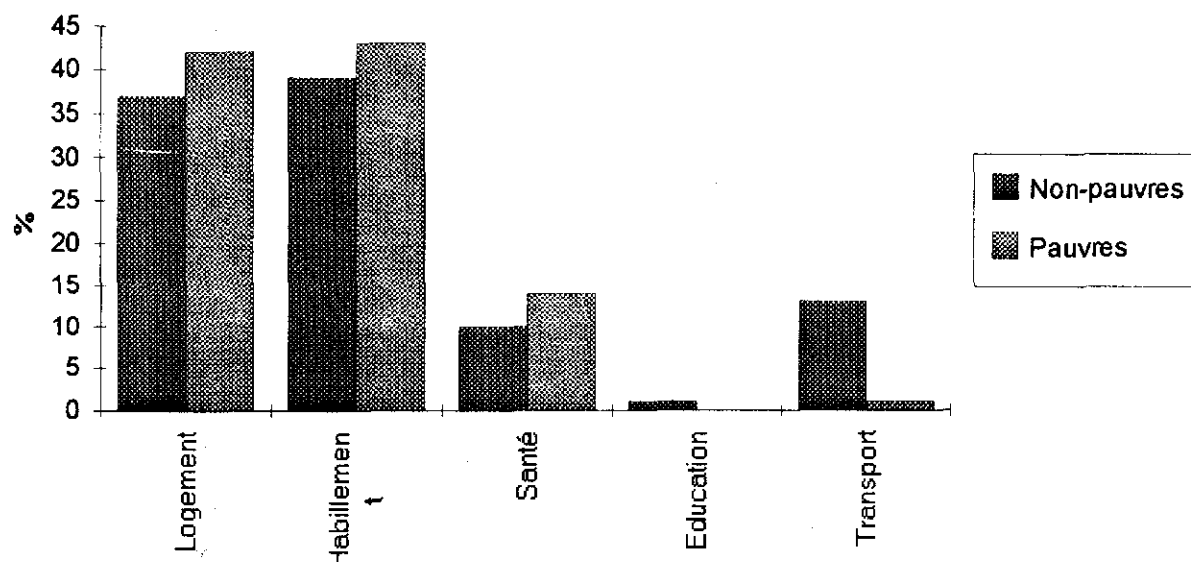


Tableau 3.20
Composition des dépenses non-alimentaires (en FCFA) par membre du ménage rural
de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept.-Nov. 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars 94-Fév. 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	2795,63	32,40	3088,89	51,54	2538,83	38,77	2314,99	31,03	10738,33	37,51
Habillement	4071,78	47,19	1173,26	19,58	1999,47	30,53	4164,43	55,82	11408,94	39,85
Santé	1034,60	11,99	1011,95	16,89	735,90	11,24	594,95	7,97	3377,40	11,80
Education	24,26	0,28	16,89	0,28	78,71	1,20	43,56	0,58	163,42	0,57
Transport	647,97	7,51	586,15	9,78	1191,47	18,19	338,61	4,54	2764,20	9,65
Loisir	38,85	0,45	18,23	0,30	0,99	0,02	-	-	58,07	0,20
Obligations sociales	-	-	97,54	1,63	0,26	0,00	-	-	97,80	0,37
Autres dépenses	14,81	0,17	-	-	3,03	0,05	4,41	0,06	22,25	0,08
Dépenses non-alimentaires totales	8627,91	100	5992,91	100	6548,65	100	7460,94	100	28630,42	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.21
Composition des dépenses non-alimentaires (en FCFA) par membre du ménage rural
non pauvre de la zone de l'extrême Nord-Bénin

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	4932,96	33,23	4104,71	51,93	4595,38	37,32	4499,31	31,83	18132,36	36,85
Habillement	6459,79	43,51	1501,29	18,99	3791,69	30,79	7677,57	54,31	19430,34	39,49
Santé	1660,91	11,19	1272,09	16,09	1089,13	8,85	829,71	5,87	4851,84	9,86
Education	64,70	0,44	24,13	0,31	108,59	0,88	13,74	0,10	211,17	0,43
Transport	1608,63	10,83	837,36	10,59	2727,74	22,15	1117,00	7,90	6290,73	12,79
Loisir	80,46	0,54	26,05	0,33	-	-	-	-	106,51	0,22
Obligations sociales	-	-	139,34	1,76	0,65	-	-	-	139,99	0,28
Autres dépenses	39,51	0,27	-	-	-	-	-	-	39,51	0,08
Dépenses non-alimentaires totales	14846,96	100	7904,97	100	12313,18	100	14137,34	100	49202,45	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.22
Composition des dépenses non-alimentaires (en FCFA) par membre du ménage rural
pauvre de la zone de l'extrême-Nord-Bénin

Poste de dépenses	Mars-Mai 1994		Juin-août 1994		Sept-Nov 1994		Déc 94-Fév 95		Mars 94-Fév 95	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Logement	1296,62	33,51	1072,05	72,64	884,11	53,25	1132,60	32,63	4385,37	41,86
Habillement	1962,66	50,73	293,37	19,88	376,55	22,68	1864,15	53,70	4496,73	42,92
Santé	528,03	13,65	110,49	7,49	319,09	19,22	465,06	13,40	1422,66	13,58
Education	-	-	-	-	0,80	0,05	-	-	0,8	0,01
Transport	62,26	1,61	-	-	70,55	4,25	-	-	132,81	1,27
Loisir	19,29	0,50	-	-	-	-	-	-	19,29	0,18
Obligations sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	-	-	-	-	9,16	0,35	9,74	0,28	18,89	0,18
Dépenses non-alimentaires totales	3868,86	100	1475,90	100	1660,26	100	3471,55	100	10476,57	100,00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.7 Etat nutritionnel et sanitaire et accès aux soins de santé des ménages ruraux

Au niveau de la zone, sur l'ensemble des quatre passages, un échantillon de 426 enfants a été suivi. Il est composé de 44 % de moins de 2 ans et de 56 % dans le groupe de 2 à 5 ans.

3.7.1 Etat nutritionnel des enfants selon la classification de Waterlow

La classification de Waterlow est une méthode directe d'appréciation de l'état nutritionnel des enfants qui se base sur la combinaison des deux indicateurs : Poids/Taille (indicateur de l'émaciation) et taille/âge (indicateur du retard de croissance).

Cette zone paraît particulièrement critique du point de vue nutritionnel. Environ 45 % des enfants de moins de 5 ans sont malnutris sur l'ensemble de la période contre une moyenne nationale de 36 %. Le retard de croissance, résultat d'une malnutrition chronique frappe 31% des enfants contre 10% environ de cas d'émaciation (voir tableau 3.23 et graphique 3.10). Cela pourrait s'expliquer par les habitudes alimentaires qui pour des contraintes écologiques (lutte contre la chaleur sahélienne) sont basées sur la consommation exclusive de bouillie très légère de mil/sorgho. C'est une zone d'insécurité alimentaire mise en exergue par la plupart des études sur la sécurité alimentaire au Bénin.

Graphique 3.10:
Répartition des enfants de moins de 5 ans selon leur état nutritionnel
au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin

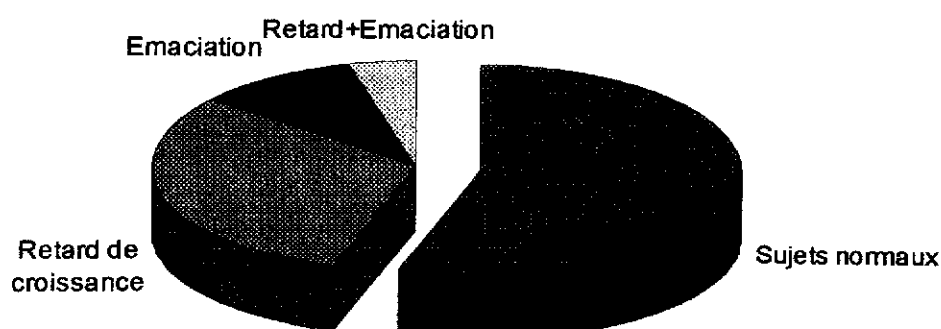


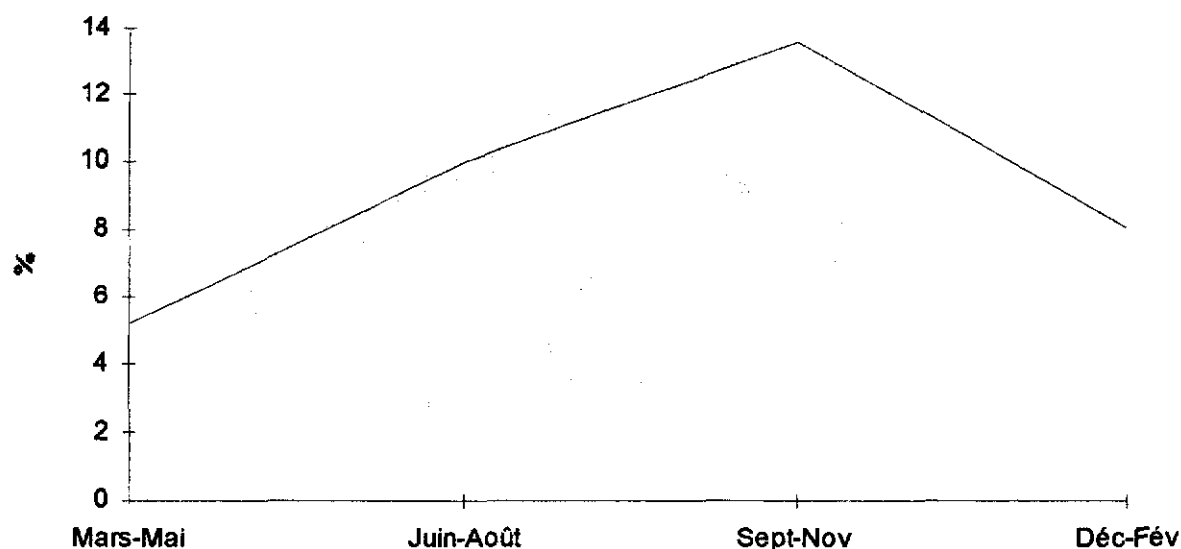
Tableau 3.23
Evolution de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans
de la zone de l'extrême nord-Bénin selon la classification de Waterlow

Etat nutritionnel	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept.-Nov. 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars 94 - Fév. 95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	29	50	29	48,3	80	54,4	95	59,0	233	54,7
Enfants accusant un retard statural	20	34,5	21	35,0	44	29,9	48	29,8	133	31,2
Enfants émaciés	3	5,2	6	10,0	20	13,6	13	8,1	42	9,9
Enfants accusant un retard statural et émaciés	6	10,3	4	6,7	3	2,1	5	3,1	18	4,2
Enfants examinés	58	100	60	100	147	100	161	100	426	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994

Il existe une variation saisonnière de la situation montrant que la période du deuxième passage de Juin à Août 94 qui coïncide avec la période de soudure est la plus difficile pour les enfants notamment au niveau du retard de croissance et de l'émaciation sans perdre de vue que le mois de Novembre avec le plus fort pourcentage d'émaciation (13,6 % pour l'ensemble 0-5 ans) est aussi critique. Cela pourrait s'expliquer par la faible disponibilité alimentaire pendant la période (deuxième passage) et peut-être également par les occupations des mères qui consacrent beaucoup de leur temps à la récolte des cultures entre Septembre et Novembre (voir tableau 3.23 et graphique 3.11).

Graphique 3.11:
Evolution du pourcentage des enfants de moins de 5 ans émaciés
au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin



Tout comme au niveau national, les filles de la zone sont aussi relativement moins touchées par la malnutrition que les garçons. En effet, on note 42% de filles malnutries contre 44% de garçons (voir tableau 3.24). C'est le phénomène de l'écosensitivité du genre féminin qui se manifeste ici, tout comme au niveau national, dès le jeune âge.

Tableau 3.24
Etat nutritionnel des enfants de moins de 5 ans de la zone de l'extrême
nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat nutritionnel	Sept.94 - Fév. 95 Garçons		Sept.94 - Fév.95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants normaux	94	55.6	81	58.3
Enfants accusant un retard statural	54	32.0	38	27.3
Enfants émaciés	19	11.2	14	10.1
Enfants accusant un retard statural et émaciés	2	1.2	6	4.3
Enfants examinés	169	100	139	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Les deux tranches d'âge sont touchées globalement de la même manière par la malnutrition. Toutefois l'émaciation est plus prononcée chez les enfants de moins de 2 ans (14,5 % contre une moyenne de 10 % au niveau de la zone). Par contre, le retard de croissance se fait plus sentir au niveau des enfants de 2-5 ans (38 % environ contre 31 % dans la zone) (voir tableau 3.25). Cela fait penser à l'existence au niveau de la zone du phénomène d'homéorrhèse qui est le résultat de la mauvaise conduite du sevrage (s'étend du 5e au 22e mois de la vie au niveau de la zone). Les enfants qui vaillent que vaillent arrivent à passer cette période difficile se retrouvent vers l'âge de 5 ans avec un grand retard de croissance.

Le problème nutritionnel de la zone est si grave qu'il n'existe pratiquement pas de différences entre les diverses catégories socio-économiques. Le problème existe tant chez les ménages pauvres que chez les non pauvres.

Il semble que la malnutrition infantile soit inversement proportionnelle à la pauvreté dans la zone. Autrement dit, les indicateurs anthropométriques ne permettent pas de différencier les ménages pauvres des non pauvres. Il se pose au niveau de la population de la zone un problème d'éducation et d'information en matière de nutrition liée à l'utilisation et à l'allocation des ressources à l'intérieur des ménages.

Tableau 3. 25
Etat nutritionnel des enfants de la zone de l'extrême nord-Bénin
selon les catégories socio-économiques des ménages

a. Enfants 0-2 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Nombre et % d'enfants normaux	50	56,2	24	55,8	30	55,6	104	55,9
Nombre et % de retard statural	23	25,8	9	20,9	11	20,4	43	23,1
Nombre et % d'enfants émaciés	8	9,0	8	18,6	11	20,4	27	14,5
Nombre et % de retard statural et émaciation	8	9,0	2	4,7	2	3,7	12	6,5
Total	89	100,0	43	100,0	54	100,0	186	100,0

b. Enfants 2-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Enfants normaux	45	45,9	29	54,7	55	62,5	129	54,0
Retard statural	42	42,9	19	35,8	29	33,0	90	37,7
Emaciation	9	9,2	3	5,7	3	3,4	15	6,3
Retard + Emaciation	2	2,0	2	3,8	1	1,1	5	2,1
Total	98	100,0	53	100,0	88	100,0	239	100,0

c. Enfants 0-5 ans au cours de l'étude

Etat nutritionnel	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Enfants normaux	95	50,8	53	55,2	85	59,8	233	54,8
Retard statural	65	34,8	28	29,2	40	28,2	133	31,3
Emaciation	17	9,1	11	11,4	14	9,9	42	9,9
Retard + Emaciation	10	5,3	4	4,2	3	2,1	17	4,0
Total	187	100,0	96	100,0	142	100,0	425	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

3.7.2 Quelques indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans

L'incidence de la rougeole dans la zone est assez faible. Cependant, on observe au premier passage un taux non négligeable de 6,9 % sur l'ensemble des enfants de moins de 5 ans (voir tableau 3.26).

Les séquelles de la poliomyélite ne sont observées qu'au niveau de 3 enfants sur un total de 426 enquêtés, soit un taux de prévalence de moins d'un pour cent.

Les maladies diarrhéiques ne touchent qu'environ 25 % dans l'ensemble. On note relativement plus de cas au cours du deuxième passage (38 %). C'est la période des pluies qui est propice à ces maladies.

L'utilisation de la TRO (SRO + SSS) est de 39 % au cours des deux derniers passages.

Tableau 3.26
Evolution des indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans
de la zone de l'extrême nord-Bénin

Etat sanitaire	Mars-Mai 1994		Juin-Août 1994		Sept-Nov. 1994		Déc. 94-Fév. 95		Mars94 - Fév.95	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	4	6,9	0	0	3	2,0	0	0,0	7	1,6
Enfants ayant fait la poliomyélite	2	3,5	0	0	1	0,7	0	0,0	3	0,7
Enfants ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	10	17,2	23	38,3	35	23,8	39	24,2	107	25,1
Total enquêté	68		60		147		161		426	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.27
Indicateurs de santé des enfants de moins de 5 ans de la zone de l'extrême
nord-Bénin selon le sexe au cours des deux derniers passages

Etat sanitaire	Sept. 94 - Fév. 95 Garçons		Sept. 94 - Fév. 95 Filles	
	Nombre	%	Nombre	%
Enfants ayant fait la rougeole	2	1.2	1	0.7
Enfants ayant fait la poliomyélite	1	0.6	0	0.0
Enfants ayant fait la diarrhée dans les derniers 15 jours	38	22.5	36	25.9
Total enfants enquêtés	169		139	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1994

3.7.3. Utilisation des services socio-sanitaires

D'après les données du tableau 3.28, les accouchements assistés par du personnel qualifié sont de l'ordre de 28 % seulement dans la zone. Cela s'explique par le faible taux de couverture en infrastructures sanitaires mais également par l'enclavement de la zone.

Les taux de couverture vaccinale sont relativement meilleurs par rapport à l'échantillon national. En effet, 51 % des enfants de 12-24 mois sont vaccinés contre la rougeole et 52% ont fait la troisième dose du vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche contre respectivement 48% et 51% au plan national.

Tableau 3.28
Utilisation de certaines pratiques sanitaires auprès des enfants
de la zone de l'extrême nord-Bénin au cours des deux derniers passages

Autres indicateurs de santé	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Enfants de moins de 5 ans						
Enfants ayant été traités pour la diarrhée par TRO (1)	15	39,5	14	38,9	29	39,2
Enfants nés à la maternité	53	31,4	33	23,7	86	27,9
Total des enfants recensés de moins de 5 ans	169		139		308	
Enfants de moins de 2 ans						
Enfants vaccinés contre la rougeole (2)						
Enfants ayant reçu la 3 ^{ème} dose du DTC (2)	19	51,3	14	50,0	33	50,8
Enfants non suivis dans un centre de suivi de la croissance (3)	19	51,3	15	53,6	34	52,3
	24	36,4	18	30,5	42	33,6
Total des enfants recensés de moins de 2 ans	66		59		125	

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- (1) Le pourcentage indiqué se rapporte au nombre d'enfants de moins de 5 ans ayant eu la diarrhée aux deux tableaux précédents.
 (2) Le pourcentage se rapporte au groupe cible, soit les enfants de 12 à 24 mois.
 (3) Le pourcentage se rapporte aux sujets étudiés, soit les enfants de moins de 2 ans.

Le suivi de la croissance des enfants est assez faible dans la zone: 34 % contre 37 % en moyenne au niveau national. Cela est vraisemblable car il s'agit d'un nouveau réflexe qui est en train d'être introduit dans les habitudes. Les seules structures qui s'occupent réellement de cela sont installées aux chefs lieux des sous-préfectures; ce qui pose un problème d'accès du fait de l'enclavement des villages de la zone.

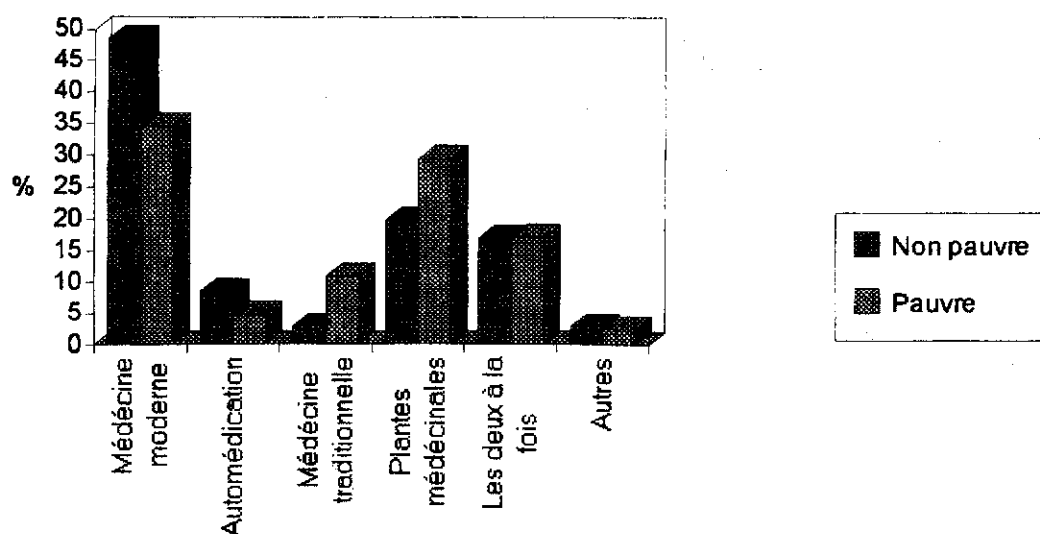
En cas de maladie, on constate au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin, que les membres des ménages non pauvres ont plus recours à la médecine moderne (48,6 % contre 30 % au niveau des vulnérables et 35 % au niveau des pauvres). Les membres des ménages pauvres ont plus recours aux plantes médicinales (30 % environ contre 24 % chez les vulnérables et 20 % chez les non pauvres). Tous les ménages accordent relativement plus d'importance à la médecine moderne. L'automédication au niveau de la médecine moderne est relativement faible (11%). Elle est moins utilisée que l'automédication en ce qui concerne la médecine traditionnelle (voir tableau 3.29 et graphique 3.12).

Tableau 3.29
Recours aux soins des membres des ménages
de la zone de l'extrême nord-Bénin selon les catégories socio-économiques

Types de soins	Non pauvres		Vulnérables		Pauvres		Total	
Médecine moderne	17	48,6	11	29,7	28	34,6	56	36,6
Médecine traditionnelle	1	2,9	2	5,4	9	11,1	12	7,8
Les 2 à la fois	6	17,1	5	13,5	14	17,3	25	16,3
Automédication	3	8,6	10	27,0	4	4,9	17	11,1
Plantes médicinales	7	20,0	9	24,3	24	29,6	40	26,1
Autres	1	2,9	-	-	2	2,5	3	2,0
Total	35	100,0	37	100,0	81	100,0	153	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.12:
Recours aux soins de santé des membres des ménages ruraux selon les catégories socio-économiques au niveau de la zone de l'extrême nord-Bénin



3.8 Niveau et accès à l'éducation des ménages ruraux

Concernant le niveau d'éducation, 77 % des membres des ménages n'ont reçu aucune éducation formelle. Ils sont donc des analphabètes. Les personnes de sexe féminin sont les plus frappées: 88 % des femmes contre 65 % pour les hommes. Environ 15 % des membres des ménages de la zone ont fréquenté une fois l'école primaire. Les autres ordres d'enseignement sont peu ou pas du tout fréquentés (voir tableau 3.30 et graphique 3.13).

Graphique 3.13:
Répartition des membres des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin selon leur niveau d'éducation

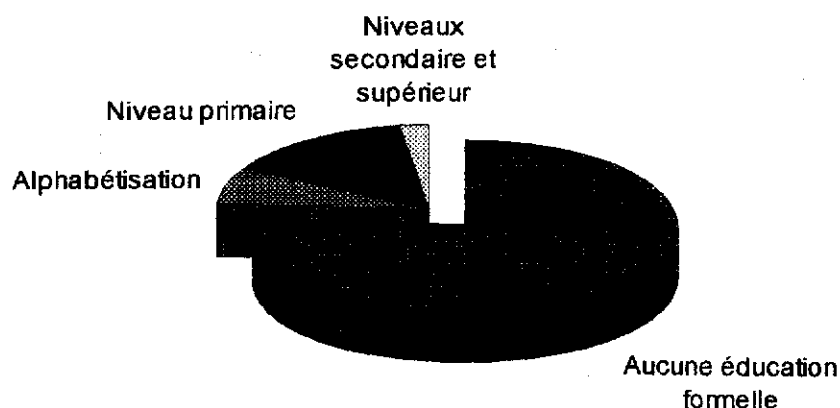


Tableau 3.30
Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone de l'extrême Nord-Bénin
dans différentes catégories socio-économiques

Niveau d'éducation	Non pauvres		Pauvres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Niveau d'éducation néant	110	73,8	252	79,2	491	76,5
Alphabétisation en langue nationale	1	0,7	4	1,3	6	0,9
Alphabétisation en arabe	7	4,7	19	6,0	39	6,1
Primaire	26	17,4	38	11,9	93	14,5
Ecole secondaire	4	2,7	4	1,3	11	1,7
Lycée	1	0,7	1	0,3	2	0,3
Supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Total	149	100	318	100	642	100

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

La situation au niveau de l'éducation varie selon la catégorie socio-économique du ménage et le sexe des membres des ménages. Ainsi, le pourcentage des membres analphabètes diminue avec le niveau de richesse alors que celui des membres ayant fréquenté l'école primaire augmente. L'analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes: 88 % des femmes sont analphabètes contre 65 % pour les hommes. Au moment où on enregistre 20% des membres ayant fréquenté l'école primaire au niveau des hommes, ce pourcentage n'est que de 10 % au niveau des femmes, soit un rapport du simple au double (voir tableau 3.31 et graphique 3.14). Cette différence observée entre genres provient du fait qu'il existe des facteurs sociologiques dans les milieux ruraux qui limitent la fréquentation des institutions de formation formelle par les femmes.

Graphique 3.14:
Niveau d'éducation des membres des ménages ruraux de la zone
de l'extrême nord-Bénin selon le sexe

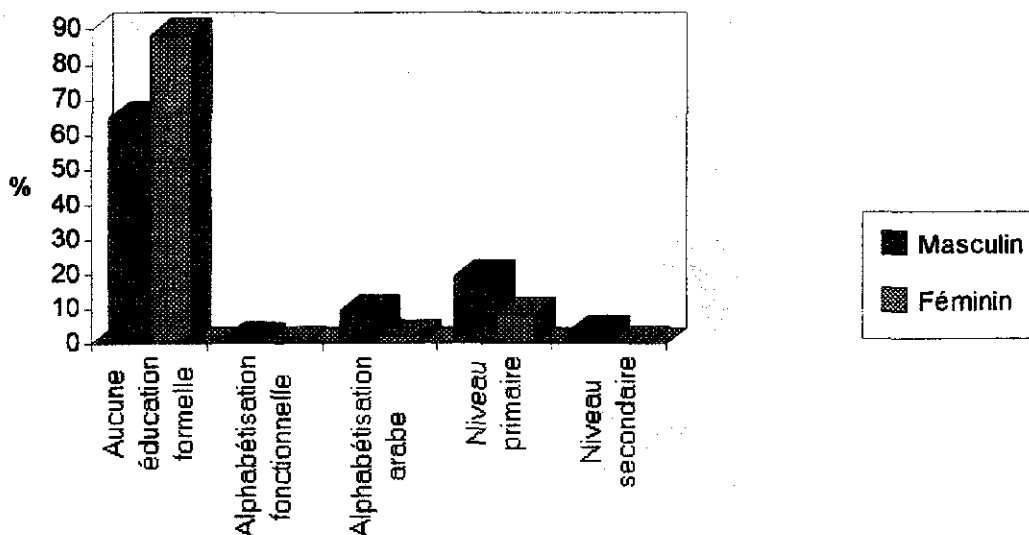


Tableau 3.31
Niveau d'éducation des membres des ménages de la zone
de l'extrême Nord-Bénin selon le sexe

Niveau d'éducation	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Niveau d'éducation néant	213	65,1	278	88,3	491	76,5
Alphabétisation en langue nationale	5	1,5	1	0,3	6	0,9
Alphabétisation en arabe	32	9,8	7	2,2	39	6,1
Primaire	65	19,9	28	8,9	93	14,5
Ecole secondaire	10	3,1	1	0,3	2	0,3
Lycée	2	0,6				
Supérieur	-	-				
Total	327	100	315	100	642	100

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Parmi les enfants d'âge scolaire, la situation est relativement meilleure au niveau primaire où on enregistre un taux de scolarisation d'environ 22 %. Ce taux baisse avec le niveau de pauvreté. En ce qui concerne les autres ordres d'enseignement, les taux sont minimes ou parfois nuls (voir tableau 3.32). Malgré l'existence d'une école par village, le taux de scolarisation dans la zone est assez faible par rapport à ce qui s'observe dans les autres zones.

Le taux de scolarisation des enfants est plus élevé chez les non pauvres que chez les pauvres (29% contre 13%) (voir graphique 3.15). La différence entre genres n'est pas très sensible dans la zone en ce qui concerne le taux de scolarisation (22% des garçons et 21% des filles).

Graphique 3.15:
Taux de scolarisation des enfants de la zone de l'extrême nord-Bénin
selon les catégories socio-économiques des ménages ruraux

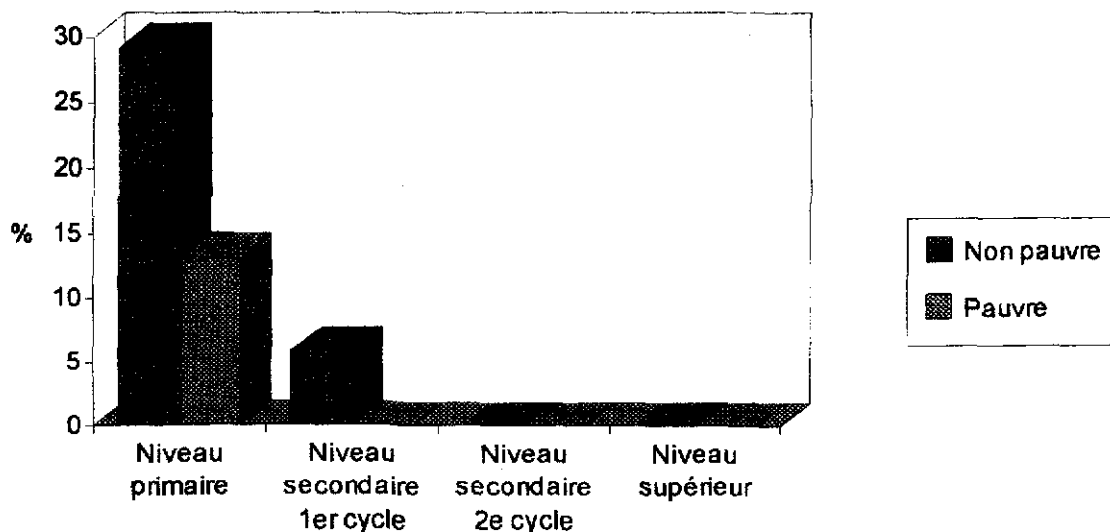


Tableau 3.32
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone de l'extrême-Nord-Bénin selon la catégorie socio-économique du ménage

Niveau actuel d'éducation des enfants	Non pauvre		Pauvre		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
* Niveau primaire	14	29,2	12	13,2	40	21,5
* Niveau secondaire premier cycle	1	5,9	0	0,0	1	1,4
* Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
* Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.33
Accès actuel à l'éducation des enfants des ménages
de la zone de l'extrême-Nord-Bénin selon le sexe de l'enfant

Niveau actuel d'éducation des enfants	Garçons		Filles		Total	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
* Niveau primaire	22	22,4	18	20,5	40	21,5
* Niveau secondaire premier cycle	1	2,4	0	0,0	1	1,4
* Niveau secondaire deuxième cycle	0	0,0	0	0,0	0	0,0
* Niveau supérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

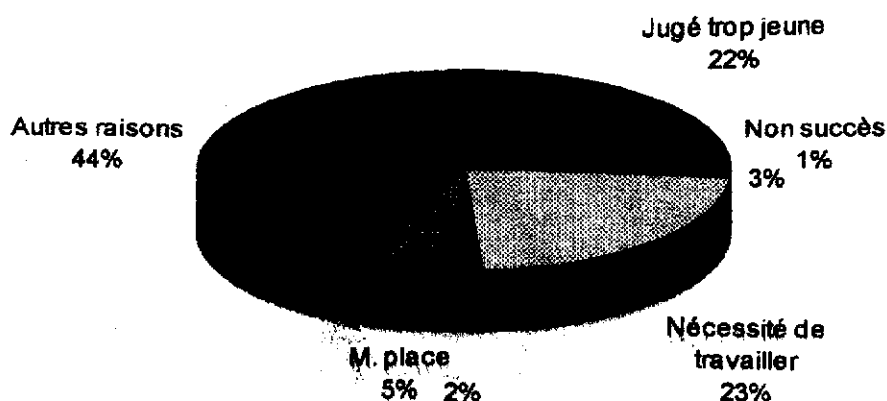
Les principales raisons évoquées pour expliquer la non scolarisation des enfants sont dans l'ordre d'importance la nécessité de travailler (23 %) et l'âge jugé insuffisant (22 %) (voir graphique 3.16). La non-scolarisation des jeunes filles est dans 26 % des cas justifiée par la nécessité de travailler contre 20 % des cas seulement pour les garçons. Ceci laisse supposer des facteurs sociologiques qui retiennent plus les filles que les garçons à la maison. Curieusement, le coût trop élevé de la scolarisation n'a été signalé que dans 3 % des cas contrairement à ce qui a été observé dans les autres zones (voir tableau 3.34).

Tableau 3.34
Raisons de non-scolarisation des enfants de 5 à 14 ans
selon le sexe de la zone de l'extrême nord-Bénin

Raisons évoquées	Masculin		Féminin		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Jeune	28	25,2	17	17,5	45	21,6
N'a pas réussi	0	0,0	3	3,1	3	1,4
Coût trop élevé	5	4,5	2	2,1	7	3,4
Nécessité de travailler	22	19,8	25	25,8	47	22,6
Pas d'avenir	2	1,8	3	3,1	5	2,4
Manque de place	6	5,4	4	4,1	10	4,8
Autre	48	43,2	43	44,3	91	43,8
Total	111	100,0	97	100,0	208	100,0

Source PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Graphique 3.16:
Raisons de non scolarisation des enfants de la zone de l'extrême nord-Bénin



3.9 Patrimoine des ménages ruraux

En milieu rural de la zone de l'extrême nord-Bénin, les maisons les plus répandues sont les maisons avec des murs en terre et toit en tôle (habitat intermédiaire): 62 % des maisons ont ces caractéristiques et on en dénombre en moyenne un peu plus d'une pour deux ménages. Elles sont suivies par les maisons avec des murs en terre et toit en paille (habitat traditionnel) qui représentent 37 % des maisons et qu'on retrouve dans les ménages à raison d'une en moyenne pour trois ménages. Les maisons avec des murs en agglomérés et toit en tôle (habitat moderne) ne représentent que 1 % des maisons: on en dénombre une pour 100 ménages (voir tableau 3.35). Les résultats sont quelque peu surprenants dans la mesure où dans cette zone, le climat ne permet pas de dormir dans les maisons en tôle. Seules les maisons couvertes en paille ou en terre de barre sont requises pour l'habitat. La répartition des maisons sur ces trois types d'habitat et selon la catégorie socio-économique du ménage qui les possède révèle que l'habitat intermédiaire représente la grande part des maisons quelle que soit la catégorie des ménages qui les possèdent. Les non pauvres en possèdent plus que les pauvres: 74 % pour les non pauvres contre 63 % pour les pauvres. Par contre, les maisons traditionnelles sont plus possédées par les pauvres que par les non pauvres.

Les ménages ruraux de la zone ne possèdent presque pas les autres installations fixes. En effet, à l'exception des greniers qu'on rencontre à raison de 1 en moyenne par ménage, toutes les autres installations fixes sont presque inexistantes dans le patrimoine des ménages. Les plus répandues en dehors des greniers sont rencontrées à raison de 1 en moyenne pour 10 ménages. La possession des autres installations fixes n'est pas liée au niveau de richesse (voir tableau 3.36).

Tableau 3.35
Nombre moyen et pourcentage des différents types d'habitat possédés
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin

Types d'habitat	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons	Nombre moyen de maisons	% du total des maisons
Maison avec murs en agglomérés et toit en tôle			.03	2.44	.01	.80
Maison avec murs en terre et toit en tôle	.83	74.07	.67	63.41	.66	62.40
Maison avec murs en terre et toit en paille	.29	25.93	.36	34.15	.39	36.80
Total	1.13	100.00	1.05	100.00	1.06	100.00

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.36
Nombre moyen des différentes autres installations fixes possédées
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin

Types d'installations fixes	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage
Etable	3	.06	1	.03	4	.03
Bergerie	13	.27	2	.05	17	.14
Grenier	45	.94	32	.82	111	.94
Aire de séchage	1	.02	2	.05	3	.03
Magasin de stockage	9	.19	3	.08	13	.11
Autres installations	5	.10	2	.05	10	.08

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

En ce qui concerne l'équipement et le petit matériel agricole, seuls les petits équipements agricoles (houes, machettes, etc) se retrouvent dans tous les ménages ruraux. Ce sont des instruments rudimentaires qu'un ménage agricole doit nécessairement posséder. Très peu de ménages sont propriétaires des autres équipements et matériels agricoles (voir tableau 3.37).

Parmi les équipements ménagers et de transport, le foyer traditionnel, la bicyclette et le poste radio se rencontrent fréquemment. On en rencontre respectivement 1, 0,5 et 0,4 en moyenne par ménage. On n'observe pas de grandes différences entre ménages pauvres et non pauvres en ce qui concerne la possession de ces équipements (voir tableau 3.38).

Dans la zone de l'extrême Nord-Bénin, l'élevage est très développé. On dénombre en moyenne 2,3 bovins, 2,4 caprins, 1,2 ovins et 3,7 poulets par ménage dans la zone. L'élevage des porcins est très peu pratiqué. Cela est lié à la prédominance de la religion musulmane dans la zone. On constate au niveau de la zone que les ménages non pauvres disposent en moyenne plus de bovins que les ménages pauvres (2,8 contre 1,8). La situation inverse s'observe au niveau de la possession des poulets (voir tableau 3.39).

Tableau 3.37
Nombre moyen des différents équipements agricoles possédés
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin

Types d'équipements agricoles	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage
Attelage complet	24	.50	7	.18	39	.33
Butter	12	.25	2	.05	15	.13
Canadien	2	.04			2	.02
Appareil de traitement	12	.25	2	.05	14	.12
Charrette	16	.33	9	.23	32	.27
Rapeuse à moteur			1	.03	1	.01
Décortiqueuse	3	.06			4	.03
Motopompe	11	.23	10	.26	26	.22
Filet	4	.08	1	.03	5	.04
Fumoir			1	.03	1	.01
Nasse	2	.04	4	.10	8	.07
Autres équipements et petits matériels agricoles	69	1.44	79	2.03	199	1.69

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.38
Nombre moyen des différents équipements ménagers possédés
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin

Types d'équipements ménagers	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage
Moulin à moteur			2	.05	3	.03
Foyer amélioré	7	.15	4	.10	13	.11
Foyer traditionnel	45	.94	41	1.05	119	1.01
Rechaud à gaz	2	.04	1	.03	3	.03
Réchaud à pétrole	2	.04	2	.05	4	.03
Poste radio	21	.44	11	.28	43	.36
Mobylette/Moto	12	.25	5	.13	22	.19
Bicyclette	25	.52	26	.67	64	.54
Automobile/camionnette	1	.02			1	.01
Autres équipements ménagers	180	3.75	119	3.05	447	3.79

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 3.39
Nombre moyen des différentes espèces animales possédées
par les ménages ruraux pauvres et non pauvres de la zone de l'extrême nord-Bénin

Diverses espèces	Non pauvres		Pauvres		Ensemble des ménages	
	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage	Nombre recensé	Nombre moyen par ménage
Bovins	134.00	2.79	71.00	1.82	267.00	2.26
Ovins	52.00	1.08	35.00	.90	139.00	1.18
Caprins	122.00	2.54	92.00	2.36	286.00	2.42
Porcins					5.00	.04
Poulets	92.00	1.92	110.00	2.82	439.00	3.72

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

IV. PROBLEMES DES MENAGES RURAUX ET SOLUTIONS ADOPTEES

Cette section traite des difficultés rencontrées et des stratégies adoptées par les ménages ruraux dans le cadre des activités quotidiennes qu'ils mènent dans la zone en vue d'améliorer leurs conditions de vie. L'analyse met en évidence les différences et les similitudes dans les attitudes et les perceptions existant d'une part entre chefs de ménages hommes et les femmes et d'autre part entre les ménages pauvres et non pauvres.

4.1. Difficultés des chefs de ménage hommes et des femmes en milieu rural

Les difficultés identifiées par les chefs de ménages hommes se retrouvent essentiellement dans trois secteurs avec une plus forte concentration dans la production végétale (58 %), l'élevage et l'environnement avec respectivement 18 et 17 %. Ceci se justifie par le fait que les conditions agro-climatiques se prêtent très peu à l'agriculture dans la zone. Les difficultés identifiées par les femmes se situent d'abord et avant tout dans la production végétale suivie de l'environnement, la transformation agro-alimentaire et l'élevage.

Les deux groupes identifient le secteur de la production végétale comme celui engendrant le plus de difficultés et ce de très loin. Cependant, les femmes sont moins préoccupées que les hommes par l'élevage et beaucoup plus par la transformation agro-alimentaire. Quant aux problèmes de l'environnement, ils préoccupent autant les hommes que les femmes, ceci dans la même proportion.

L'intégration des femmes au système de production justifie la forte fréquence des difficultés liées à la production végétale au niveau des deux sexes. L'élevage et la transformation agro-alimentaire étant les activités liées au genre, on comprend que les hommes mettent plus l'accent sur les difficultés relatives à l'élevage et les femmes sur celles liées à la transformation agro-alimentaire.

Les principales difficultés citées par les chefs de ménage homme se rapportent à *l'appauvrissement des sols*, à *l'inondation* et à *la sécheresse*.

L'inondation de la campagne 1994-1995 dans la zone est un phénomène conjoncturel qui s'est d'ailleurs étendu jusqu'au Niger. La sécheresse soulevée comme difficulté est un phénomène structurel au niveau de la zone.

Le problème de transhumance, cité en quatrième position, est lié au conflit entre agriculteurs et éleveurs dû aux dégâts des animaux sur les cultures et/ou les récoltes. Le phénomène est vivement ressenti par les agriculteurs pour deux raisons essentielles : la faiblesse de la production agricole vivrière ; les dégâts sont essentiellement causés par les troupeaux étrangers venus du Niger, du Burkina-Faso et du Nigéria. La cinquième difficulté, la *pénurie de terre*, peut-elle aussi sembler incongrue dans une zone à faible densité humaine. Mais elle s'explique très bien quand on tient compte de la faible quantité de terres fertiles et de l'importance du cheptel qui exige de grandes superficies pour le pâturage. De même, les forêts classées et la réserve de faune occupent 88,5 % du territoire de la zone et le reste (11,5 %) pour les exploitations agricoles. Les sixième et huitième difficultés font référence au *coût de production agricole*, que ce soit au niveau des *intrants ou des équipements*. Les deux autres facteurs de production sont aussi cités, soit la main-d'oeuvre avec la *pénibilité du travail agricole manuel* et le capital avec le *manque de crédit* (respectivement en septième et neuvième positions). Notons que l'écart entre toutes ces difficultés est relativement faible mis à part la première, indiquant qu'elles sont à peu près toutes aussi importantes.

Contrairement aux chefs de ménage hommes, les femmes citent comme principale difficulté la *pénibilité du travail agricole manuel*, certainement parce qu'elles en assument une bonne partie et de façon manuelle. Viennent ensuite les mêmes problèmes que ceux mentionnés par les hommes, soit des problèmes climatiques d'inondation et de sécheresse, des problèmes de pénurie de terre et de transhumance. Le manque de crédit est plus ressenti par les femmes, sans doute parce qu'elles y ont moins accès que les hommes, mais aussi en raison du besoin rendu nécessaire pour l'exercice des activités de transformation. Elles sont aussi préoccupées par l'écoulement de leurs produits agricoles et alimentaires fortement limité par l'enclavement de nombreux villages.

Tableau 4.1
Principales difficultés citées par les chefs de ménages hommes

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Appauvrissement du sol	50	8,0
Environnement	Problème d'inondation	41	6,6
Environnement	Problème de sécheresse	40	6,4
Production végétale	Problème de transhumance	40	6,4
Production végétale	Pénurie de terre	33	5,3
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	31	5,0
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	30	4,8
Production végétale	Coût des équipements trop élevé	29	4,7
Production végétale	Manque de crédit	27	4,3
Elevage	Problème de disponibilité d'alimentation	25	4,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.2
Principales difficultés citées par les femmes

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citation
Production végétale	Pénibilité du travail manuel	21	11,2
Environnement	Problème d'inondation	17	9,0
Production végétale	Appauvrissement du sol	16	8,5
Environnement	Problème de sécheresse	15	8,0
Production végétale	Pénurie de terre	15	8,0
Elevage	Problème de transhumance	12	6,4
Production végétale	Manque de crédit	12	6,4
Elevage	Problème de pâturage	8	4,3
Transformation agro-alimentaire	Problème de débouchés/écoulement	7	3,7
Production végétale	Problème d'enclavement	6	3,2

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.2 Difficultés des ménages ruraux pauvres et non pauvres

Les ménages non pauvres sont avant tout préoccupés par la production végétale. L'environnement et l'élevage viennent ensuite dans une moindre mesure.

Les ménages pauvres ont un classement de leurs difficultés par secteur proche de ceux des ménages non pauvres.

Au niveau des catégories socio-économiques, on remarque que les ménages non pauvres et pauvres rencontrent les principales difficultés dans les mêmes secteurs. Les non pauvres ont plus de difficultés dans la production végétale que les pauvres. Inversement, dans l'environnement et l'élevage, les pauvres éprouvent plus de difficultés que les non pauvres.

Les ménages non pauvres ont principalement des difficultés liées au processus de production agricole. La principale difficulté est la *pénibilité du travail agricole manuel* (7,8% du total des citations) suivie des *problèmes de transhumance et de sécheresse* (7,2%). On retrouve ensuite les autres problèmes liés aux facteurs de production terre et capital (appauvrissement et pénurie de terres ; manque de crédit) et aux intrants (coût élevé, mauvais approvisionnement).

Les deux principales difficultés des ménages pauvres sont *l'appauvrissement des sols* (9,1%) et le problème d'*inondation* (8,7%); ce dernier problème est une difficulté conjoncturelle sérieusement ressentie cette année par les pauvres, probablement parce que ces ménages n'ont accès qu'à des terres plus marginales et plus facilement inondables. Encore faut-il qu'ils aient accès à la terre, même marginale (pénurie de terres). Comme les ménages non pauvres, ils subissent la sécheresse du climat sahélien et les problèmes de transhumance des troupeaux. La pénibilité du travail agricole manuel est citée, mais pas aussi fréquemment que pour les ménages non pauvres. Autrement dit, les pauvres ont avant tout un problème d'accès à des ressources financières valables alors que les non pauvres ont un meilleur accès à la terre, mais butent sur d'autres contraintes de production agricole.

Il faut aussi citer deux autres difficultés relevées par les experts locaux mais non citées par les ménages ruraux. Il s'agit de *l'approvisionnement en eau* et la *disponibilité du bois de chauffe*.

Tableau 4.3
Principales difficultés citées par les ménages non pauvres

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	14	7,8
Production végétale	Problème de transhumance	13	7,2
Environnement	Problème de sécheresse	13	7,2
Production végétale	Appauvrissement du sol	12	6,7
Production végétale	Coût des intrants trop élevé	11	6,1
Production végétale	Pénurie de terre	10	5,6
Production végétale	Manque de crédit	9	5,0
Production végétale	Mauvais approvisionnement en intrant	7	3,9
Environnement	Problème d'inondation	7	3,9
Production animale	Problème de disponibilité de produits vétérinaires	6	3,3

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.4
Principales difficultés citées par les ménages pauvres

Secteur	Difficultés	Nombre de citations	% du total de citations
Production végétale	Appauvrissement du sol	45	9,1
Environnement	Problème d'inondation	43	8,7
Environnement	Problème de sécheresse	35	7,1
Production végétale	Pénurie de terre	31	6,3
Production végétale	Problème de transhumance	30	6,0
Production végétale	Pénibilité du travail agricole manuel	28	5,6
Elevage	Problème de vol d'animaux	22	4,2
Elevage	Problème de disponibilité d'alimentation pour le bétail	19	3,8
Production végétale	Manque de crédit	19	3,8
Production végétale	Coût des intrants trop élevés	19	3,8

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

4.3 Causes des principales difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux

Cette section décrit les stratégies mises en place par les ménages ruraux dans le cadre de l'amélioration de leurs conditions de vie. L'analyse portera sur ce qu'ils estiment être les causes des difficultés auxquelles ils ont à faire face et les solutions adoptées.

Les tableaux 4.5 et 4.6 présentent pour les quatre principales difficultés rencontrées par les ménages pauvres et non pauvres, les trois (3) causes majeures pouvant expliquer selon eux chacune de ces difficultés et les solutions qu'ils ont adoptées pour réduire les effets de ces contraintes. Les colonnes des pourcentages donnent l'importance relative de la cause ou de la solution retenue dans l'ensemble des causes et des solutions citées par difficulté. Trois principales causes et solutions seulement ont été retenues pour les fins de l'analyse pour chaque difficulté, ce qui explique que le total par difficulté peut être inférieur à cent pour cent.

L'analyse de ces quatre principales difficultés sera complétée par celle de certaines autres déjà examinées dans la section précédente.

Tableau 4.5
Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux pauvres

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Surexploitation des terres peu fertiles	76	1. Appauvrissement du sol	1. Utilisation d'engrais lorsque possible (rarement)	47
2. Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	13		2. Techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure, etc...)	44
3. Disponibilité insuffisante d'intrants au niveau local	5			
1. Croissance démographique	55	2. Pénurie de terre	1. Utilisation d'engrais lorsque possible (rarement)	29
2. Manque d'accès à des terres pour l'agriculture ou l'élevage	16		2. Utilisation de moyens rudimentaires (Technologies traditionnelles, surveiller les champs et le bétail)	28
3. Situation géographique et/ou caractéristiques du sol peu propices	10			
1. Environnement naturel hostile	48	3. Problème d'inondation	1. Changement de technique culturale	50
2. Situation géographique et/ou caractéristiques du sol peu propices	48		2. On fait ce qu'on peut avec ce qu'on a	25
3. Volonté de Dieu ou des fétiches	4			
1. Actions de certaines personnes au détriment d'autrui	72	4. Problème de transhumance	1. Recours aux autorités pour régler les conflits	45
2. Manque d'aliments pour les bêtes	17		2. Accroître la surveillance des champs	25
3. Pression démographique sur les terres	6		3. Etablir des ententes entre éleveurs/ agriculteurs	10

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 4.6
Causes, difficultés et solutions adoptées par les ménages ruraux non pauvres

Causes	%	Difficultés	Solutions adoptées	%
1. Manque de capital pour investir	36	1. Pénibilité du travail agricole manuel	1. Limiter le travail au minimum à la satisfaction des besoins de base	36
2. Manque de technologies économisant l'effort physique	36		2. Utilisation de la main-d'oeuvre (familiale (enfants))	27
3. Conséquence de la dévaluation du F.CFA	18		3. Dieu ou les fétiches	18
1. Actions de certaines personnes au détriment d'autrui	46	2. Problème de transhumance	1. Recours aux autorités pour régler les conflits	33
2. Ignorance ou incompréhension	27		2. Recherche de compromis	17
3. Manque d'aliments pour les bêtes	18		3. Redoublement d'effort pour surveiller les champs et les animaux	17
1. Ignorance ou incompréhension	50	3. Coût des intrants trop élevé	1. Substituer l'utilisation d'intrants par du travail manuel	50
2. Conséquence de la dévaluation du F.CFA	40		2. Utilisation de moyens rudimentaires (Techniques culturelles traditionnelles et technologie simple)	13
3. Taxation formelle et informelle du Nigéria des intrants importés	10		3. Acheter ce qu'on peut et substituer par plus de travail manuel	13
1. Surexploitation des terres peu fertiles	100	4. Appauvrissement du sol	1. Techniques d'enrichissement du sol (jachère, compost, fumure, etc...)	33
2.			2. Utilisation d'engrais	33
3.			3. Changement de technique culturale	8

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

- Premier type de difficulté : Appauvrissement des sols

Pour l'ensemble les ménages ruraux pauvres les trois raisons ci-dessous expliquent cette difficulté: la surexploitation des terres peu fertiles; le manque d'accès à des terres et la disponibilité insuffisante d'intrants au niveau local. Les ménages non pauvres n'ont cité que la première raison montrant ainsi qu'ils ont plus de facilités à acquérir les intrants agricoles et à accéder aux terres.

Pour lutter contre l'appauvrissement de leurs sols, les ménages ruraux pratiquent des techniques d'enrichissement du sol (jachère, fumure), changent les techniques culturales ou utilisent des engrais. Les ménages non pauvres déclarent utiliser les engrais alors que les pauvres précisent qu'ils n'en utilisent que si possible.

- **Deuxième type de difficulté : Pénurie de terre**

Malgré la faible densité de la population de la zone, l'accès à la ressource terre est une contrainte majeure pour les ménages pauvres. La disponibilité de terres fertiles est fortement limitée alors que les terres marginales sont plus abondantes mais aussi beaucoup moins intéressantes du point de vue de leur productivité. Selon les ménages ruraux pauvres qui vivent le problème, la croissance démographique et la situation de leurs villages sont les principales causes de cette difficulté.

Pour y faire face, ils utilisent des engrais, s'ils en arrivent à acheter, pour enrichir le peu de terre dont ils disposent.

- **Troisième type de difficulté : Problème d'inondation**

Tout comme pour la précédente, les ménages ruraux pauvres sont les seuls à signaler l'inondation comme un problème alors que toute la région y fait face presque tous les ans. Cet intérêt accordé à ce phénomène vient du fait que les ménages pauvres sont plus vulnérables à ses conséquences. Selon les ménages, les causes sont relatives à l'hostilité de l'environnement, à la situation géographique des villages et à la volonté de Dieu.

Les causes évoquées montrent qu'il s'agit d'un phénomène naturel contre lequel les ménages ne peuvent rien. Les solutions adoptées sont fatalistes et se resument à "nous faisons ce que nous pouvons"

- **Quatrième type de difficulté : Problème de vol d'animaux/Manque de pâturage**

Selon les ménages ruraux, les vols d'animaux sont le fait d'une part de chômeurs ou des désœuvrés qui dans l'oisiveté tombent dans le banditisme ou résultent d'autre part des problèmes de règlement de compte ou conflits entre populations d'un même quartier ou village voire de la même zone. Certains membres des ménages pensent que c'est souvent l'oeuvre des transhumans étrangers qui emportent dans leurs troupeaux les bêtes qui sont au pâturage et souvent surveillées par des enfants. L'entrée de ces transhumans étrangers engendre une autre difficulté celle du manque de pâturage.

Dans la zone 1, les ménages ruraux font le plus souvent appel aux autorités locales pour le règlement des conflits contrairement à ce qui s'observe dans certaines zones. Cette solution est de loin la plus adoptée et permet de rechercher des compromis. Dans ce cadre, des mesures sont entrain d'être prises pour empêcher l'entrée des éleveurs étrangers. Un certain nombre de ménages non pauvres essaient d'améliorer la surveillance des bêtes en prenant un gardien.

- **Cinquième type de difficulté : Pénibilité du travail agricole manuel**

Dans la zone 1, seuls les ménages ruraux non pauvres ont évoqué le problème de la pénibilité du travail agricole manuel. Selon eux, cette difficulté vient du fait que les moyens financiers leur manquent pour acquérir les équipements qui permettraient d'économiser l'effort physique. Ils citent aussi comme cause la dévaluation du F. CFA.

Pour faire face à la pénibilité du travail, les ménages ruraux ont recours, en premier à la limitation des superficies à cultiver au minimum nécessaire à la satisfaction des besoins de base, solution qu'ils combinent avec l'utilisation de la main-d'oeuvre familiale. En troisième lieu, les ménages non pauvres indiquent qu'ils font recours, mais dans une moindre mesure, à la bénédiction du dieu et des fétiches.

- **Sixième type de difficulté : Coût trop élevé des intrants agricoles**

Selon les ménages ruraux non pauvres qui sont les seuls à citer ce problème, l'une des causes du coût élevé des intrants agricoles est la dévaluation du F.CFA qui a doublé le coût des engrais chimiques et des produits phytosanitaires importés. Une alternative pour certains ménages consiste à s'approvisionner en intrants à partir du Nigéria. Mais les taxes et les péages informels des agents de l'administration renchérissent les coûts de ces intrants. La troisième cause évoquée est la non disponibilité des intrants au niveau de certaines localités; la commercialisation des intrants n'étant pas rentable pour les commerçants dans lesdites localités.

Face aux coûts élevés des intrants agricoles, les ménages concernés adoptent deux principales solutions à savoir la substitution du travail à l'utilisation des intrants et l'utilisation de moyens rudimentaires.

- **Septième type de difficulté : La sécheresse**

Selon les ménages ruraux, surtout les ménages pauvres qui semblent le plus affectés par ce problème, ils vivent mal les effets de la sécheresse parce qu'ils ne connaissent pas de techniques culturales adaptées à la situation. Par ailleurs, la surexploitation des sols ne favorisent guère la situation, pas plus que l'insuffisance des points d'eau dans la zone. Très peu de ménages ruraux réagissent face à ce problème devant lequel ils préfèrent se résigner.

Il apparaît globalement que devant leurs situations, les solutions préconisées par les ménages pauvres et non pauvres restent largement insuffisantes eu égard au profil de pauvreté et aux fortes contraintes environnementales de la zone. D'une manière générale, les ménages semblent plutôt se résigner face à leur situation et favorisent l'entraide pour surmonter les difficultés qu'ils rencontrent.

- **Huitième type de difficulté: Manque de crédit**

Les ménages estiment qu'ils n'ont pas accès au crédit essentiellement parce que qu'ils n'arrivent pas à réunir le capital minimum requis. En outre, ils pensent que cette situation serait également due à leur méconnaissance des mécanismes d'obtention de crédit.

Dans ce cas, une seule solution semble avoir été véritablement adoptée par les ménages ruraux: avoir recours à l'entraide mutuelle. Si cela n'est pas possible, ils "font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont". Cette attitude des ménages ruraux de la zone pose clairement la question du financement du secteur rural.

- **Neuvième type de difficulté : Problème de disponibilité de produits vétérinaires**

Le problème de disponibilité de produits vétérinaires, en particulier pour la vaccination des animaux, est principalement imputable au manque d'appui ou au mauvais suivi des services vétérinaires. Ceux-ci n'ont probablement pas les moyens adéquats pour assurer ce service public. Cette faiblesse des pouvoirs publics est d'autant plus ressentie que les besoins de services vétérinaires sont importants compte tenu des nombreuses maladies tropicales animales prévalentes.

Face à ce problème, les ménages ruraux n'ont d'autres choix que de se plier sur des techniques traditionnelles rudimentaires comme l'arrachage manuel des tiques sur les animaux.

Il y a aussi les **problèmes liés à l'eau, au bois de chauffe, à l'enclavement et aux marchés** sur lesquels les ménages pour la plupart ne se sont pas prononcés.

En dehors du revenu beaucoup d'autres paramètres interviennent dans l'identification des pauvres. Indiscutablement les problèmes des ménages ruraux sont liés à trois paramètres majeurs à savoir:

- le niveau de formation de la population*
- l'accès aux services sociaux de base*
- l'accès aux ressources productives*

Comme on peut le constater à travers les problèmes qui viennent d'être évoqués par les ménages ruraux tant pauvres que non pauvres, c'est seulement le dernier paramètre qui est mis en cause par l'énumération des difficultés comme: pénurie de terre, appauvrissement des terres, manque de crédit, manque d'équipements et d'intrants agricoles, manque de matériels adaptés à la transformation agro-alimentaire, marge bénéficiaire réduite, pénibilité du travail agricole manuel, etc.

Les mesures préconisées par ces ménages pour remédier aux problèmes ne sont pas pertinentes. Les ménages sont dans la plupart des cas résignés ou adoptent des solutions qui indéniablement les conduisent dans un cercle vicieux de la pauvreté. C'est pourquoi il est urgent de concevoir un programme raisonnable qui devra prendre en compte la résolution des problèmes afférents non seulement à ces trois paramètres mais également régler les problèmes d'environnement institutionnel c'est à dire susciter la participation communautaire. C'est ce à quoi a été consacré le chapitre 6 relatif aux orientations.

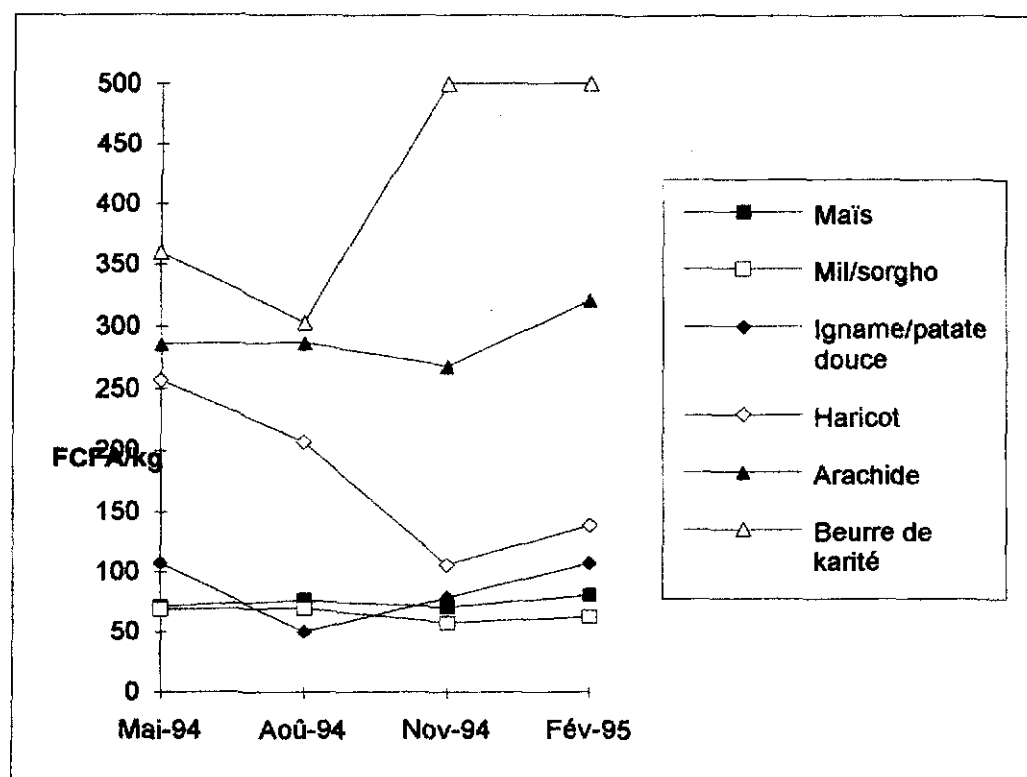
V. PRESENTATION DES RESULTATS D'UNE ENQUETE D'OPINION AUPRES DES MENAGES RURAUX SUR L'IMPACT DE LA DEVALUATION DU F.CFA

5.1 L'évolution des prix sur les marchés ruraux

Les données fournies par l'ECVR permettent une analyse détaillée par zone agro-écologique des prix des produits alimentaires sur les marchés ruraux de mai 1994 à février 1995. Ces données sont disponibles pour les quatre passages de l'ECVR, soit mai, août et novembre 1994 et février 1995. On s'intéresse d'une part aux fluctuations entre les différents passages et d'autre part à la tendance entre le premier et le quatrième passage.

Les fluctuations de prix ont été faibles (maïs, mil/sorgho et arachide) à fortes (igname, haricot, beurre de karité). La tendance dans l'année est à la stabilité sauf pour le haricot (à la baisse) et le beurre de karité (à la hausse).

Graphique 5.1 Evolution des prix des principaux produits alimentaires consommés dans la zone de l'extrême nord-Bénin



Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.2 Impact de la dévaluation du FCFA sur la consommation alimentaire des ménages ruraux

La zone se distingue de la moyenne nationale par un impact relativement plus faible de la dévaluation sur la baisse des quantités consommées de produits alimentaires et une plus forte stabilité de la consommation. Les baisses en quantité représentent 54% du nombre des déclarations quant à la consommation alimentaire recensée dans la zone contre 64% au niveau national. Inversement 32% des déclarations indiquaient une stabilité des quantités consommées, soit 16% de plus que la moyenne nationale. Une des raisons possibles de ce plus faible impact de la dévaluation est le degré plus élevé d'auto-consommation dans cette zone de l'extrême nord du pays plutôt enclavée. Les ménages indiquent deux fois plus souvent qu'au niveau national cette raison pour expliquer leur comportement. Il est intéressant de remarquer que les ménages pauvres plus encore que les ménages non pauvres présentent ces caractéristiques.

L'analyse des principaux produits alimentaires locaux cités montre que les consommateurs ruraux n'ont pratiquement pas changé leur consommation de mil/sorgho et de condiment, mais ont en grande majorité réduit leur consommation d'igname (voir tableau 5.1). La réduction des quantités consommées de ce dernier produit est plus fréquente chez les pauvres que chez les non pauvres (respectivement 89% et 78% des citations pour ce produit). Quant aux changements dans les comportements de consommation des produits alimentaires importés, ils sont assez similaires à ceux mentionnés au niveau national.

Tableau 5.1

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits alimentaires par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Produits	% des citations par produit					Nombre total de citations	% total citations produits locaux
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse		
Mil/sorgho	11,1	9,7	77,8	1,4	0,0	72	28,3
Condiment	23,4	4,3	68,1	2,1	2,1	47	18,5
Cossette d'igname	83,3	0,0	13,9	2,8	0,0	36	14,2
Produits locaux	46,2	5,1	46,1	2	0,4	254	100
Produits importés	64,7	1,8	10,6	22,9	0	170	NP
Total produits	53,8	3,8	31,8	10,4	0,2	424	NP

NP: Non pertinent

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.3 Impact de la dévaluation du F.CFA sur la consommation non alimentaire des ménages ruraux

Par rapport à la moyenne nationale (voir tableau 5.2), le poste habillement des dépenses non alimentaires des ménages ruraux de la zone a été plus souvent affecté par la dévaluation. Ceux-ci ont moins souvent réduit la quantité, mais plus fréquemment la qualité consommée, en particulier des postes habillement et logement. Par contre pour les postes santé et transport, on observe une réduction plus fréquente de la quantité consommée que dans l'ensemble du pays.

Tableau 5.2

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la consommation de produits non alimentaires par les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Postes	% des citations par produit					% total citations produits non alimentaires
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable	Qualité à la baisse	Qualité à la hausse	
Habillement	33,9	0,0	9,9	56,3	0,0	39,4
Santé	52,3	4,7	21,1	19,5	2,3	26,3
Obligations sociales	35,0	13,3	20,0	31,7	0,0	12,3
Transport	58,6	3,4	25,9	12,1	0,0	11,9
Logement	42,9	2,0	12,2	42,9	0,0	10,1
Total	42,7	3,5	16,2	37,0	0,6	100

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.4 Impact de la dévaluation sur la production vivrière des ménages ruraux

Dans la zone, la dévaluation a eu moins d'impact sur les produits vivriers (principalement le sorgho, le mil et le maïs) que partout ailleurs dans le pays. La réponse dominante est la stabilité tant dans la rentabilité (46% des cas, soit 17% de plus que la moyenne nationale) que dans la production (61% des cas, soit 21% de plus que la moyenne nationale). Ceci s'explique par le caractère excentré de cette zone qui est en grande partie enclavée et qui tend à auto-consommer sa production vivrière, en particulier de mil et de sorgho.

Tableau 5.3

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures vivrières pour les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Sorgho	20,5	23,3	56,2	73	47,1
Mil	21,4	40,5	38,1	42	27,1
Maïs	30,8	26,9	42,3	26	16,8
Total	21,9	32,3	45,8	155	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.4

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures vivrières pour les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Sorgho	23,3	15,1	61,6	73	47,1
Mil	16,7	9,5	73,8	42	27,1
Maïs	30,8	23,1	46,2	26	16,8
Total	21,9	16,8	61,3	155	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.5 Impact de la dévaluation sur la production de cultures de rente des ménages ruraux

Dans la zone de l'extrême nord-Bénin, la dévaluation a eu un impact mitigé sur les cultures de rente. La rentabilité du coton a souvent diminué (69% des cas, soit 18% de plus que la moyenne nationale), mais les ménages ont quand même augmenté leur production (59% des cas), faute d'alternative. Pour l'arachide, la rentabilité et la production sont toutes deux le plus souvent à la hausse.

Tableau 5.5

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des cultures de rente pour les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Arachide	13,3	52,0	34,7	75	44,6
Coton	69,0	27,6	3,4	29	17,3
Total	22,6	56,0	21,4	168	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

Tableau 5.6

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la production des cultures de rente pour les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Quantité à la baisse	Quantité à la hausse	Quantité stable		
Arachide	16,0	48,0	36,0	75	44,6
Coton	27,6	58,6	13,8	29	17,3
Total	17,3	48,2	34,5	168	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.6 Impact de la dévaluation sur les activités de transformation agro-alimentaire des ménages ruraux

Dans la zone de l'extrême nord-Bénin, la dévaluation a eu un impact très faible sur les activités de transformation agro-alimentaire et l'impact sur la rentabilité a été parfois à la hausse, parfois à la baisse.

Tableau 5.7

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de transformation agro-alimentaire pour les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	40,6	37,5	21,9	32	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.7 Impact de la dévaluation sur les activités de commerce des ménages ruraux

Dans la zone de l'extrême nord-Bénin, la dévaluation a eu un impact très faible sur les activités de commerce et le peu d'impact sur la rentabilité a été surtout à la hausse.

Tableau 5.8

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la rentabilité des activités de commerce pour les ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

Produits	% des citations par produit			Nombre total de citations	% total citations produits
	Rentabilité à la baisse	Rentabilité à la hausse	Rentabilité inchangée		
Total	26,8	63,4	9,8	41	100,0

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

5.8 Impact de la dévaluation sur la solidarité communautaire des ménages ruraux

Au niveau de l'extrême nord-Bénin, la dévaluation a eu un certain impact sur la solidarité communautaire. Un pourcentage non négligeable de ménages ruraux a reçu ou envoyé des aides ou des personnes suite à la dévaluation. Les envois d'aide sont plus fréquents que les dons reçus (respectivement 24% et 15%). Les ménages ruraux ont aussi accueilli plus de personnes qu'ils n'en ont envoyé à l'extérieur (respectivement 13% et 0%).

Tableau 5.9

Changements induits par la dévaluation du FCFA dans la solidarité communautaire des ménages ruraux de la zone de l'extrême nord-Bénin

	% des ménages	
	Oui	Non
Aide en argent ou en nature		
Appel à des aides d'autres personnes	15,0	85,0
Dons faits à d'autres personnes	24,1	75,9
Ni aides reçues, ni dons faits	68,2	31,8
Accueil de personnes		
Personnes envoyées ailleurs	0,0	100,0
Personnes accueillies venant d'ailleurs	12,7	87,3
Aucun parent envoyé ou accueilli	87,3	12,7

Source : PNUD-MDR, ECVR 1994-1995

VI. ORIENTATIONS POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE RURALE

6.1. Principes directeurs

1. **Les orientations proposées touchent plusieurs domaines d'activité.** Elles s'insèrent dans la perspective du PNUD en matière de Développement Humain Durable. Les orientations sont conçues dans une vision systémique et multidisciplinaire. Les dimensions autres que celles économiques identifiées lors de l'étude sur la perception de la pauvreté en milieu rural ont été aussi prises en compte dans la formulation des orientations. Ainsi, les aspects environnementaux, sociaux, politiques et culturels ont été intégrés. La pauvreté n'est pas seulement une affaire de la faiblesse du niveau des dépenses, mais aussi de manque d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, au marché, au crédit, à la technologie, à l'information, etc. Par conséquent, l'accès aux services sociaux de base a été analysé.
2. **Les orientations proposées interviennent aux niveaux macro, meso et micro.** L'amélioration des conditions de vie et la réduction de la pauvreté supposent des actions concertées et des initiatives individuelles et collectives à tous les niveaux: le gouvernement central, les formes de gouvernement local, les donateurs, les ONG, les entrepreneurs privés, les groupements associatifs ou communautaires (coopératives, tontines, groupements villageois, etc.), les ménages ruraux. Les changements ne peuvent se réaliser de manière coercitive, mais par la formation, la participation et le dialogue en tenant compte des valeurs endogènes et des contraintes culturelles et culturelles des milieux.
3. **Les orientations proposées concernent différents horizons temporels: le court, le moyen et le long termes.** Dans tous les cas, il faut procéder avec des expériences pilotes à petite échelle pour tester et valider une intervention avant de l'appliquer au niveau de l'ensemble de la zone.
4. Ces trois principes directeurs sont intégrés au sein d'un **cube d'orientation stratégique** présenté à la figure 6.1.
5. Enfin les orientations proposées visent soit l'ensemble des ménages ruraux, soit sont ciblées sur les pauvres ou les femmes.

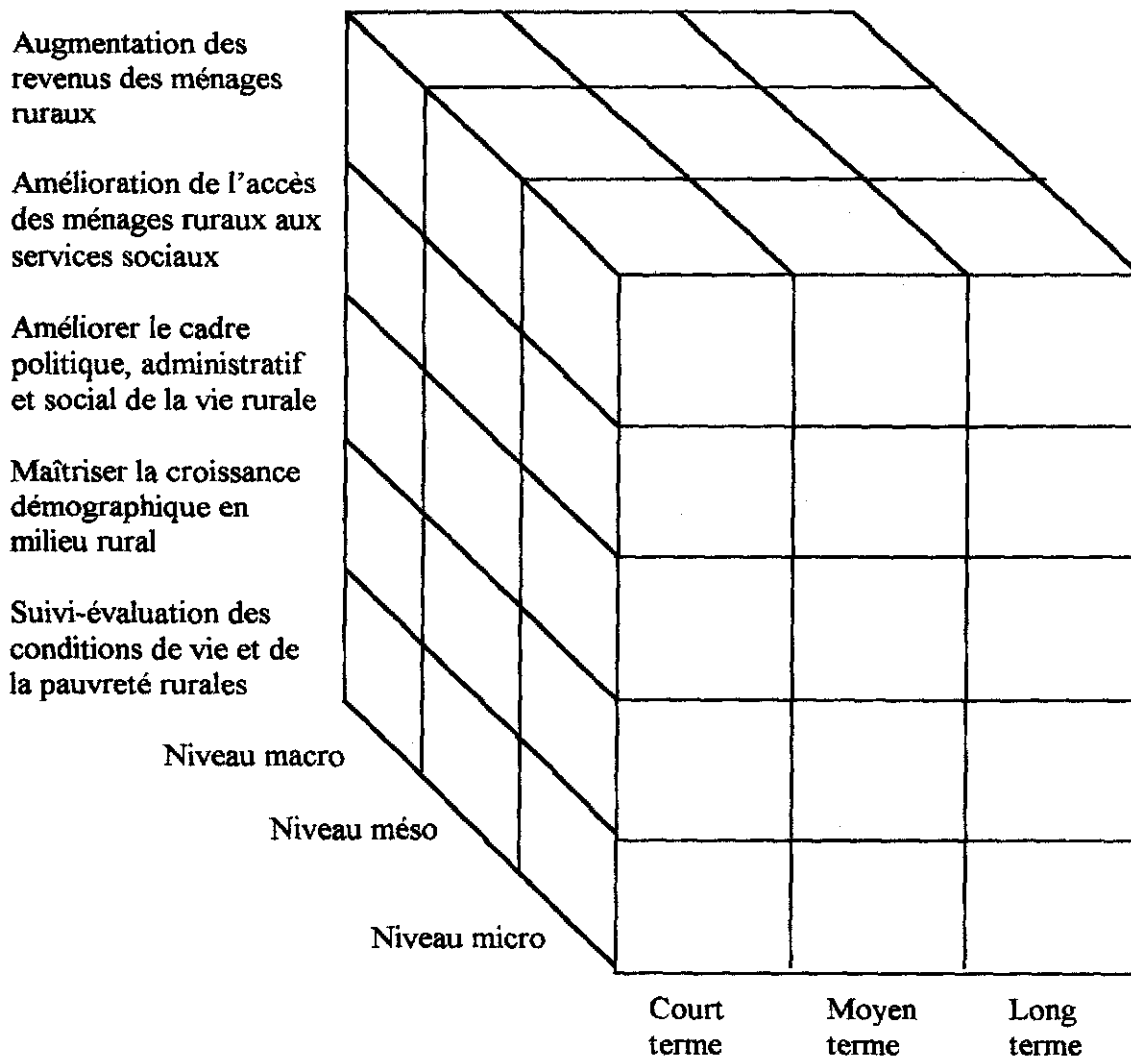
6.2 Premier domaine d'intervention: l'augmentation des revenus des ménages ruraux

Premier axe d'intervention: les prix des équipements et des produits agricoles

Objectifs

- Améliorer la rentabilité des activités agricoles et donc les revenus agricoles
- Augmenter l'utilisation d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais organique et chimique, compost, produits phytosanitaires) qui permet d'augmenter la productivité et de lutter contre l'appauvrissement des sols
- Augmenter l'accès aux équipements agricoles et de transformation agro-alimentaire qui augmentent la productivité et les revenus et réduisent la pénibilité du travail manuel

Figure 6.1: Cube d'orientation stratégique pour l'amélioration des conditions de vie et de lutte contre la pauvreté rurale



Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Favoriser l'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur

L'augmentation des prix de vente des produits agricoles au producteur apparaît comme la meilleure méthode pour améliorer la rentabilité des activités agricoles et l'utilisation accrue d'intrants. Pour le coton, il est relativement facile d'augmenter le prix au producteur et ainsi de lui faire plus bénéficier du doublement du prix dénommé en FCFA suite à la dévaluation.

Pour les autres cultures, outre les effets indirects dus à la dévaluation, l'Etat peut favoriser une hausse des prix au producteur par l'amélioration des performances des filières concernées, en particulier la recherche de débouchés accrus, l'augmentation de la concurrence aux différents niveaux des filières, la réduction des coûts de transaction formels et informels qui grèvent les coûts de commercialisation, le développement des infrastructures de stockage villageois et la circulation de l'information sur les prix et les opportunités de vente et d'achat.

Dynamiser la filière pomme de terre, de riz fluvial et des produits d'élevage au niveau de la zone

Mesures ciblées sur les pauvres

Favoriser l'achat d'équipements agricoles par les plus pauvres

Ne pas faire de dons, mais prendre en charge une partie de la mise de fonds initiale qui représente entre 10 et 20% du prix d'achat, le reste (80%) étant financé à crédit. Dans tous les cas, le producteur doit mettre une partie de la mise de fonds initiale, si minime soit-elle et la rentabilité de l'investissement en équipement agricole doit permettre de rembourser le crédit octroyé. On pourra suivant ce principe mettre à la disposition de ces ménages la ligne de crédit équipement du PDRI (Projet de Développement rural intégré) du CARDER Borgou.

Deuxième axe d'intervention: la réforme foncière

Objectifs

- Encourager les améliorations foncières pour contrer l'appauvrissement des sols
- Favoriser l'accès à la terre des pauvres
- Réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs à propos de la transhumance du bétail à travers les champs de culture

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Clarifier le droit foncier et sécuriser les droits fonciers

Le droit foncier doit respecter dans la mesure du possible les droits traditionnels, mais aussi favoriser des droits plus individualisés et plus permanents du responsable de la parcelle. Ainsi, les modes d'acquisition sécurisants encourageront les exploitants à apporter des améliorations foncières.

Aménagement des bas-fonds et des berges du fleuve Niger et de ses affluents

Favoriser le remembrement des terres en association avec la population

Clarifier et s'entendre sur des droits de passage et d'accès aux points d'eau pour le bétail

S'entendre sur les lieux et périodes de passage et le prix que doit acquitter l'éleveur. Ce prix de passage ou d'accès à l'eau doit être raisonnable pour l'éleveur, mais celui-ci doit être obligé d'emprunter les passages convenus sous peine d'une forte amende. La négociation doit se faire entre représentants des agriculteurs et des éleveurs et le gouvernement pourrait servir de médiateur. Les ententes conclues doivent faire l'objet d'une vaste campagne d'information tant auprès des agriculteurs que des éleveurs. Une attention particulière doit être apportée à informer les éleveurs en provenance des pays sahéliens à leur entrée au Bénin.

Mesures ciblées sur les pauvres

Encourager les améliorations foncières par les pauvres dans les zones à risque écologique.

Offrir des possibilités de crédit-bail sur terres aménagées aux pauvres

Offrir des possibilités de crédit-bail sur certaines terres remembrées aux pauvres

Troisième axe d'intervention: le crédit rural

Objectif

Améliorer l'accès au crédit pour l'achat d'intrants agricoles et l'équipement agricole et de transformation agro-alimentaire, en particulier des pauvres:

- Le crédit intrants (type crédit de campagne) devrait stimuler l'utilisation des intrants agricoles (engrais, produits phytosanitaires, semences sélectionnées) qui augmentera la productivité du sol (les rendements), la production et les revenus et contribuera à lutter contre l'appauvrissement des sols.
- Le crédit équipement agricole améliorera la productivité du sol et du travail et donc les revenus et réduira la pénibilité du travail agricole manuel.
- Le crédit équipement de transformation agro-alimentaire augmentera la productivité du travail féminin, réduira la pénibilité du travail des femmes, leur fera économiser du temps et peut indirectement contribuer à faciliter l'envoi des enfants, surtout des filles à l'école.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Renforcer le rôle des CLCAM

- Encourager la mise en place de CLCAM dans certaines communes de la zone pour rapprocher la CLCAM des ménages ruraux
- Adapter la conditionnalité de l'accès au crédit par les CLCAM: réduction du montant de cotisation pour être membre de la CLCAM, réduction du montant minimal de l'argent en compte, suppression du délai entre l'ouverture du compte et la possibilité de contracter un prêt
- Assouplir les types de prêt en termes de montant, d'échéance et de secteur d'activité des CLCAM
- S'assurer toujours de la viabilité de l'institution financière qui n'est pas une institution charitable
- Encourager le regroupement de producteurs hommes et femmes pour réunir la mise de fonds minimale et les garanties nécessaires pour l'obtention d'un prêt
- Dans la mesure du possible, utiliser de l'argent chaud pour renforcer le sens des responsabilités et la probabilité de remboursement des prêts
- Mener des campagnes de sensibilisation, d'information et de formation particulièrement auprès des femmes et des pauvres sur les services offerts par la CLCAM et les modalités d'accès au crédit

Développer le potentiel d'autres formes alternatives de crédit

Coopératives d'épargne et de crédit, tontines, banquiers itinérants, etc.

Mobiliser l'épargne locale

En particulier en libérant les taux d'intérêt des mutuelles

Passer par les groupes de tontine existant pour mobiliser l'épargne locale

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire le taux d'intérêt de certains prêts aux plus pauvres

Les expériences menées dans d'autres pays ont montré la nocivité de subventions générales sur le taux d'intérêt qui rend le capital artificiellement peu cher, mène à son gaspillage, démobilise l'épargne et n'est pas soutenable à long terme par l'Etat une fois que le financement du bailleur de fonds s'est arrêté. Cependant des réductions légères peuvent être accordées pour des prêts contribuant directement et fortement à l'augmentation des revenus des plus pauvres.

Combiner le crédit avec des réductions du prix des intrants pour les pauvres dans des conditions très particulières

Des subventions sur les prix des intrants ne sont pas souhaitables pour ne pas fausser le système de prix et créer une mauvaise allocation de ressources. L'utilisation d'intrants produits par le paysan (engrais organique, compost) doit aussi être privilégiée. De plus elles ne sont pas vraiment possibles dans un contexte d'ajustement structurel. Cependant elles peuvent être envisagées dans des conditions particulières : des producteurs pauvres, localisés dans des zones à haut risque environnemental; des intrants qui contribuent directement à préserver les sols; une subvention limitée en importance et la plus ciblée possible pour limiter les coûts et éviter les effets de déperdition.

Quatrième axe d'intervention: les infrastructures de transport rurales

Objectifs

- Désenclaver certains villages et communes de la zone pour donner au producteur un meilleur accès au marché, d'une part pour avoir un meilleur accès aux intrants et d'autre part pour pouvoir mieux écouler les produits agricoles
- Réduire les coûts de transport et augmenter les revenus du producteur
- Augmenter les opportunités économiques des ménages ruraux
- Améliorer l'accès à certains services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Construction, réfection et entretien de pistes et des guets notamment entre Karimama et Malanville.

Il s'agit d'élargir et d'améliorer le réseau de voies secondaires et tertiaires pour les rattacher aux voies primaires (les grandes routes). Selon le degré de pauvreté de la zone, les ménages ruraux auront à assumer une plus ou moins grande partie de ces coûts.

Cinquième axe d'intervention : l'aide alimentaire aux très pauvres

Objectifs

- S'assurer d'une couverture minimale des besoins essentiels en période critique
- Lutter contre la malnutrition dans des groupes à risque: femmes enceintes et allaitantes, enfants en bas âge

Mesures ciblées sur les pauvres

Distribution de vivres PAM contre travail (food for work) dans la zone en certaines périodes de l'année comme Décembre à Février tel que identifié par l'étude comme période critique en matière d'incidence de la pauvreté globale.

Distribution de vivres PAM dans des écoles et des centres de santé primaires en échange de l'amélioration des pratiques nutritionnelles par les mères en particulier la conduite du sevrage.

Figure 6.2: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'augmentation des revenus des ménages ruraux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme du droit foncier	
Niveau méso	Hausse des prix des produits agricoles au producteur Renforcer le rôle des CLCAM dans le crédit	Construction et entretien de voies rurales Développer formes alternatives de crédit Mobiliser l'épargne locale	Construction et entretien de voies rurales
Niveau micro	Réduction du prix des intrants aux pauvres sous condition. Favoriser l'achat d'équipement agricole par les plus pauvres sous condition. Ententes entre éleveurs et agriculteurs sur droits de transhumance du bétail Aide alimentaire contre travail aux plus pauvres Réduire le taux d'intérêt de certains prêts	Remembrement des terres Aide alimentaire pour groupes à risque sous condition. Location bail de certaines terres aux pauvres Encourager les améliorations foncières par les pauvres sous condition Location bail de certaines terres aux pauvres.	

6.3 Deuxième domaine d'intervention : l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

Premier axe d'intervention : la santé

Objectifs

- Améliorer l'accès aux soins de santé, en particulier des plus pauvres
- Améliorer la qualité des soins fournis
- Améliorer l'état sanitaire de la population rurale
- Lutter de façon efficace contre la malnutrition chronique
- Privilégier la médecine préventive par rapport à la médecine curative

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Financer et organiser une campagne nationale d'IEC

Campagne d'Information, d'Education et de Communication sur la prévention des principales maladies (ex: mesures d'hygiène, allaitement au sein exclusif des bébés jusqu'à six mois), sur le traitement de maladies courantes (ex: TRO), intérêt de la vaccination et son suivi, méfaits de l'automédication.

Construire, réfectionner et équiper correctement les centres de soins primaires de la zone

Réorienter une partie du budget de la santé des zones urbaines vers les zones rurales, en particulier pour fournir les équipements et le matériel nécessaires aux Unités villageoises de santé, aux Complexes communaux de santé et aux maternités dans le contexte de la mise en place de zones sanitaires.

Favoriser l'émergence de nouveaux centres de soins primaires

A partir d'initiatives privées et communautaires. Par exemple les cliniques coopératives.

Améliorer la formation des agents de santé primaires

En particulier les matrones et les secouristes des UVS et les infirmières des CCS.

Mettre en place au niveau national un système d'information à base communautaire(SIBC)

A partir de l'expérience pilote menée par le Ministère de la santé et l'UNICEF dans 20 villages du Zou, dix villages du Borgou et dix villages de l'Atacora, mettre en place un SIBC pour permettre entre autres un suivi de la croissance des enfants et un suivi de la prévalence de certaines maladies. La participation active de la population permet de réduire considérablement les coûts et d'augmenter le niveau de conscience de la population par rapport aux questions sanitaires et nutritionnelles.

Mesures ciblées sur les pauvres

Encourager l'achat de moustiquaires par les pauvres afin de lutter contre le paludisme

L'utilisation de moustiquaires permettrait de réduire considérablement et à faible coût le paludisme, maladie endémique en milieu rural qui entraîne des souffrances, affaiblit la personne et la rend plus susceptible d'attraper d'autres maladies parfois mortelles et enfin réduit la productivité du travail. Une campagne nationale de sensibilisation des populations à l'achat, à l'utilisation et aux bienfaits des moustiquaires soutenue par le slogan "Un béninois en santé couche sous une moustiquaire" serait nécessaire. On pourra encourager la fabrication nationale des moustiquaires (créant ainsi de l'emploi) et la vente à prix très réduit des moustiquaires.

Deuxième axe d'intervention : l'éducation

Objectifs

- Améliorer l'accès à l'éducation, en particulier des pauvres et des filles
- Améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation
- Améliorer le niveau d'éducation de la population rurale
- Privilégier l'éducation primaire et professionnelle par rapport à l'éducation générale de niveaux secondaire et supérieur en milieu rural

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Revoir le contenu des programmes

Privilégier l'apprentissage de connaissances fondamentales (français, calcul) et appliquées (techniques agricoles, techniques de transformation agro-alimentaire, hygiène, nutrition, santé, etc.). La langue d'enseignement devrait rester le français, seule langue de communication entre les nombreuses ethnies du pays et langue de l'administration et des bailleurs de fonds. Cependant la transition de la langue nationale au français devrait être progressive en première année.

Renforcer le programme national d'alphabétisation fonctionnelle

Ce programme devrait permettre d'alphabétiser le maximum d'adultes et de leur donner un minimum de connaissances appliquées utiles pour leur milieu de vie.

Mesures ciblées sur les pauvres

Réduire les coûts de la scolarisation des enfants des ménages pauvres

L'Etat devra étendre son programme d'éducation primaire gratuite aux garçons des ménages ruraux en général et en particulier ceux des ménages pauvres. L'Etat devra fournir du matériel scolaire et oeuvrer pour la suppression de l'uniforme kaki en milieu rural.

Figure 6.3: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux services sociaux

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC en pratiques sanitaires	Mise en place au niveau national d'un système d'information sanitaire à base communautaire	Revoir le contenu des programmes à l'école Programme national d'alphabétisation fonctionnelle
Niveau méso	Réduire les coûts de scolarisation des pauvres sous condition	Equiper des centres de santé primaire Formation des agents de santé primaire Favoriser l'émergence de nouveaux centres de santé primaires.	
Niveau micro	Expérience pilote de fabrication et de vente de moustiquaires à prix subventionnés réduits aux pauvres	Si expérience pilote concluante, programme national de subvention de moustiquaires pour les pauvres.	

6.4 Troisième domaine d'intervention : Améliorer le cadre politique, administratif et social de la vie rurale

Premier axe d'intervention: Décentraliser la prise de décision publique

Objectif

- Rapprocher l'administration des ménages ruraux à la base
- Répondre mieux et plus vite aux besoins spécifiques de chaque communauté rurale

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Réforme administrative

Augmenter les pouvoirs de prise de décision et de dépenses des associations de parents d'élèves et des élus locaux

Actions de formation et d'information

Formation des agents de la fonction publique à leurs nouveaux pouvoirs et responsabilités et information des populations rurales quant au nouveau fonctionnement des pouvoirs publics

Deuxième axe d'intervention : Favoriser l'implication communautaire et individuelle des acteurs de la société civile dans la vie politique et sociale

Objectifs

- Mieux refléter les points de vue des acteurs de la société civile dans les prises de décision
- Bénéficier de leurs initiatives individuelles et collectives, base du développement.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile aux instances locales

Election de représentants

Encourager les initiatives locales

Qu'elles soient individuelles (secteur privé) ou collectives (associations de producteurs, de femmes, coopératives) par des petits financements

Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales

Il s'agit d'organiser des causeries ou séminaires régionaux comme mécanisme de concertation entre l'Etat (agents de l'administration) et les principaux acteurs de la société civile concernés par un secteur (santé, éducation, crédit, etc.) ou une filière stratégique comme pomme de terre, oignon ou riz dans le but d'échanger de l'information, des points de vue et des propositions d'amélioration des performances du secteur ou de la filière étudiés.

Troisième axe d'intervention: améliorer les services publics en milieu rural

Objectifs

- Améliorer la disponibilité des services publics
- Augmenter la qualité de ces services
- Réduire le coût de ces services

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

A titre d'exemple, prenons les services vétérinaires.

Construction de centres de vente de produits vétérinaires dans la zone 1 vue son potentiel en produits d'élevage

Financement et organisation de campagnes de vaccination

Revalorisation des salaires et intéressement financier du personnel des services vétérinaires opérant au niveau de la zone

Pourcentage de leur salaire selon la performance collective du service vétérinaire et la performance individuelle (critères techniques et degré de satisfaction de la population). Cette réforme suppose au préalable une bonne campagne d'explication de l'approche client et de formation auprès du personnel et des bénéficiaires.

Figure 6.4: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de l'amélioration du cadre politique, administratif et social de la vie rurale

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro		Réforme administrative Réforme fiscale Revalorisation des salaires et intéressement financier des agents de l'Etat Formation des agents de l'Etat et information de la population	
Niveau méso		Créer un mécanisme participatif de planification et de gestion régionales.	
Niveau micro		Augmenter la participation et le pouvoir décisionnel des acteurs de la société civile dans les instances locales Encourager les initiatives locales	Amélioration de la disponibilité, de la qualité des services publics et réduction de leur coût

6.5. Quatrième domaine d'intervention : la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

Axe d'intervention : Mettre en place un système d'information sur la parenté responsable

Objectifs

- Permettre aux parents de prendre d'un commun accord une décision volontaire et éclairée sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent
- Maintenir un équilibre entre la population et la base de ressources naturelles dans une perspective de développement durable et de pérennisation des bienfaits des autres actions entreprises pour améliorer les conditions de vie rurales.

Mesures touchant l'ensemble des ménages ruraux

Campagne IEC

Mettre en place une campagne IEC sur la parenté responsable, sur les techniques d'espacement et de contrôle des naissances.

Disponibilité de services publics

Rendre disponible aux personnes qui le souhaitent les techniques d'espacement et de contrôle des naissances. On devra tenir compte du fait qu'il s'agit d'une zone fortement islamique

Mise en place d'une politique familiale

Finalisation d'un code de la famille qui respecte les traditions culturelles dans la mesure où elles vont dans le sens de la reconnaissance des droits universels des femmes tels que reconnus à la conférence de Beijing de 1995.

Figure 6.5: Positionnement des mesures proposées dans le domaine de la maîtrise de la croissance démographique en milieu rural

	Court terme	Moyen terme	Long terme
Niveau macro	Campagne nationale d'IEC sur la parenté responsable	Mise en place d'une politique familiale	
Niveau méso			
Niveau micro		Disponibilité de services publics pour mettre en application la parenté responsable	